

## Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

Canadiana.org has attempted to obtain the best copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

Canadiana.org a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers /  
Couverture de couleur
- Covers damaged /  
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /  
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing /  
Le titre de couverture manque
- Coloured maps /  
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /  
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /  
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /  
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /  
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion  
along interior margin / La reliure serrée peut  
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la  
marge intérieure.
  
- Additional comments /  
Commentaires supplémentaires:    Pagination continue.

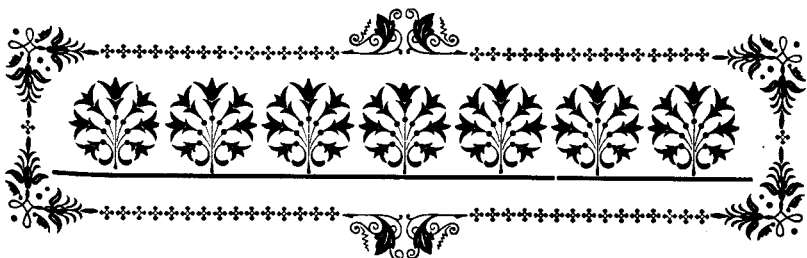
- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /  
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/  
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /  
Qualité inégale de l'impression
  
- Includes supplementary materials /  
Comprend du matériel supplémentaire
  
- Blank leaves added during restorations may  
appear within the text. Whenever possible, these  
have been omitted from scanning / Il se peut que  
certaines pages blanches ajoutées lors d'une  
restauration apparaissent dans le texte, mais,  
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas  
été numérisées.

SEPTEMBRE.—1900.

11



**POUR MON VIEUX PÈRE, d'après J. Coomans**



## CANADIENS, MEFIEZ-VOUS !

UNE EXPÉRIENCE DE VINGT ANS.

---

*(Suite et fin)*

---

§ §

Le pays de nos ancêtres est aujourd'hui divisé en deux groupes bien distincts. Il y a d'abord ce qu'on pourrait appeler la France des Français, France paisible, honnête, réfléchie, économe, croyante, et dont l'origine remonte aux contemporains de Clovis, de Charlemagne, de saint Louis et de Jeanne d'Arc : c'est la France de tous les temps ; puis, la France des radicaux-socialistes, des cosmopolites et des francs-maçons, gens tapageurs, généralement intolérants, souvent hypocrites, toujours ennemis de l'autre France et ne voulant point, quoi qu'il adviene, du règne du Christ, les sans-patrie, disait encore M. Guillot, étant de même souche que les sans-Dieu. Cette dernière France compte à peine une centaine d'années d'existence ; le respect du passé, l'un des sentiments les plus généreux qui puissent habiter le cœur de l'homme, lui est inconnu, ou plutôt elle le méprise ce passé, avec toutes les traditions, les institutions et les principes qui s'y rattachent. C'est cette seconde France qui, depuis vingt ans, gouverne

tout le pays, au grand dommage de sa paix intérieure et de son prestige au dehors (1).

Mais pourquoi depuis vingt ans au lieu de vingt-cinq ou trente ans? car voilà maintenant plus d'un quart de siècle que la troisième République est établie. Encore un coup, peu importe le titre politique que les gouvernants actuels se donnent; c'est l'esprit qui les anime qu'il faut considérer. Nous-mêmes, ici, au Canada, nous nous gouvernons en vrais républicains et nous en sommes heureux, avec cette seule différence que, de ce côté-ci de l'Atlantique, le chef de l'État, au lieu de prendre le titre de "président", porte celui de "gouverneur-général", et relève de l'Angleterre, mais en réalité ses pouvoirs sont beaucoup plus limités que ceux du président des États-Unis. Or, l'esprit des fondateurs de la République française était tout différent de celui qui est parvenu à dominer depuis. L'Assemblée nationale de 1871 comptait plusieurs hommes éminents, et plus de 600 membres sur 750 ouvertement attachés à la religion. Il n'était pas alors question ni de bouleversements de l'ordre social ni de persécutions religieuses; si la République ne se fût pas départie de ce premier esprit, l'apaisement n'aurait cessé de régner, grâce au respect de tous les droits; la France aurait conservé tout son prestige, et il n'y aurait pas eu de meilleurs républicains que les catholiques français; le nouveau régime aurait pu envisager l'avenir avec confiance en s'appuyant seulement sur la partie saine, éclairée et patriotique de la population. De fait il aurait trouvé dans

(1) Lorsque nous lisons des citations comme celle ci, par exemple :

" Nous assistons en France, depuis longtemps déjà, à un spectacle étrange, inconnu chez les autres nations. Au delà de nos frontières, en Angleterre comme en Allemagne, en Belgique comme en Russie, partout, le passé de la patrie est l'objet d'un culte ardent, passionné. On a la religion des ancêtres, et si l'on dit : la " Vieille " Angleterre, la " Vieille " Allemagne, ce n'est pas avec le sourire du dédain sur les lèvres, c'est avec le respect attendri d'un fils qui voit passer dans ses souvenirs d'enfance la figure bénie de son aïeule. Pour nous, nous avons changé tout cela, et nous avons mis le cœur à droite, " c'est aux tenants de la seconde France que cela s'applique ; il n'y a qu'eux qui soient capables de se façonner ainsi l'esprit à l'inverse du sens commun des autres peuples. "

l'Eglise son meilleur appui et le secret de sa force, car l'homme véritable, le vrai citoyen, le citoyen respectueux de l'ordre public, du pouvoir établi, l'ennemi du communisme, de l'anarchie, du socialisme et de toute violence, est le véritable chrétien. L'Eglise ne lui permet pas d'être autre chose, et ce sont des vérités trop élémentaires pour être ici susceptibles de démonstration.

Mais ce dont il importe de se bien pénétrer, c'est que les sociétés démocratiques ne seront bienfaisantes qu'autant qu'elles seront chrétiennes. Montesquieu considérait les républiques comme impossibles sans le " vertu ". En effet, le régime républicain, plus que tout autre, met les hommes aux prises avec eux-mêmes dans la participation du pouvoir; il exalte l'ambition des âmes vulgaires, ouvre mille portes à la cupidité. L'Eglise, en apprenant à l'homme à se gouverner et à reconnaître les devoirs qu'il se doit à lui-même et à ses semblables, en lui inspirant l'esprit de sacrifice, en fait l'idéal des démocrates. Sans l'appoint religieux, nous verrons la démocratie succéder à la bourgeoisie, le socialisme à la démocratie, sans que tous les moyens empiriques de réforme mis en œuvre produisent autre chose que des bouleversements et l'augmentation du malaise et du désordre.

Que la France serait heureuse si ses gouvernants avaient eu le bon esprit d'accueillir, avec la déférence qui lui est due, les sages conseils que le cœur de l'auguste vieillard qui règne à Rome lui faisait dicter dans les premiers jours du mois d'octobre 1898, alors que sa pensée se reportait sur le pays qui a été si souvent l'objet de sa sollicitude :

" Si la démocratie s'inspire des enseignements de la raison  
 " éclairée par la foi; si, se tenant en garde contre de fallacieu-  
 " ses et subversives théories, elle accepte avec une religieuse  
 " résignation et comme fait nécessaire la diversité des classes  
 " et des conditions; si, dans la recherche des solutions possi-  
 " bles aux multiples problèmes sociaux qui surgissent journalle-  
 " ment, elle ne perd pas un instant de vue les règles de cette

“ charité surhumaine que Jésus-Christ déclara être la note caractéristique des siens; si, en un mot, la démocratie veut être chrétienne, elle donnera à votre patrie un avenir de paix, de prospérité et de bonheur.

“ Si au contraire elle s’abandonne à la révolution et au socialisme; si, trompée par de folles illusions, elle se livre à des revendications destructives des lois fondamentales sur lesquelles repose tout ordre civil, l’effet immédiat sera pour la classe ouvrière elle-même la servitude, la misère, la ruine.”

\* \* \*

A une époque où l’intérêt de la France exigeait, comme aujourd’hui, l’apaisement et l’union, il s’est trouvé un homme, un homme de la seconde France, bien entendu, aussi imprudent que faux patriote, qui a lancé un cri de guerre qui est devenu le mot d’ordre du futur parti républicain. “ Le cléricalisme, voilà l’ennemi ”, s’est écrié le bruyant tribun, avec le geste menaçant qu’on lui connaît. Tout homme non prévenu aurait pensé que les ennemis de la France, c’étaient alors les Allemands, les communards; mais non; Gambetta a trouvé mieux: c’est le cléricalisme qui en est l’ennemi (1)!!

O pitié! Et voilà le mot qui a fait fortune, le mot dont ont vécu tous les ministères qui se sont succédé depuis 1879. On a souvent parlé de Victor Hugo comme de “ l’homme aux antithèses ”; mais je ne crois pas qu’il en ait jamais dit de plus accentuées, surtout de plus funestes. Depuis vingt ans, il semble qu’il n’y ait pas eu, dans les affaires publiques, d’autre politique que l’anti-cléricalisme.

“ Les successeurs du tribun, a-t-on écrit depuis, jugèrent, eux aussi, qu’il y avait plus de facilité et de profit à combattre

(1) Les dilettantes croient distinguer une certaine nuance entre “ cléricalisme ” et “ catholicisme ”; cette distinction est subtile, bonne pour les besoins de la tribune; pour le gros public, le cléricalisme, c’est le catholicisme; les catholiques pratiquants, ce sont des “ cléricaux ”, épithète qu’on affecte de prononcer avec dédain; et la campagne qu’on mène contre le soi-disant “ cléricalisme ”, est dirigée en réalité contre le catholicisme.

les catholiques que les vrais ennemis de la patrie, et ils n'ont cessé de faire la guerre, avec plus ou moins de violence, à tout ce qui tient à la religion. A l'heure présente, ils annoncent leur intention de la continuer avec une intensité nouvelle.

“ Ainsi, proscrire, au mépris de la liberté, des religieux qui ne sont associés que pour le service de Dieu et du prochain ; paralyser par des moyens abusifs et misérables, l'action religieuse ; empêcher des pères de famille de faire élever leurs enfants de manière à ce qu'ils deviennent des hommes de conscience et de devoir, voilà la pensée et le dessein qui tiennent l'esprit de nos gouvernants ; voilà la besogne législative et administrative apprêtée par eux, alors que tant de réformes nécessaires sont attendues, alors que tant d'intérêts vitaux demanderaient à être protégés et servis, pour le bien et l'avenir de la race française ! ”

“ Depuis seize années, dans nos Parlements élus par le suffrage universel, la majorité maintient au pouvoir le parti qui fait la guerre à l'Église ; qui, par système et principe, est et demeure hostile à la religion catholique, qui lui-même a sa religion pour laquelle il réclame l'empire, qui est possédé par un élément doctrinal, qui, dans la direction des intelligences et des âmes, veut substituer ce nouvel esprit à l'ancien, qui, autant qu'il le peut, retire à l'ancien son influence ou sa part dans l'éducation et la charité, qui disperse les congrégations d'hommes, qui surtaxe les congrégations de femmes, qui incorpore les séminaristes dans les régiments, qui supprime le traitement des curés suspects, bref qui, par l'ensemble et toute la suite de ses actes, se proclame anti-catholique (1). ” Le fait est qu'il n'est rien aujourd'hui, ni personnes, ni institutions, ni intérêts, qui n'ait été méthodiquement frappé, amoindri, et, autant que possible, détruit.

Malgré tous les discours que l'on a faits, et Dieu sait s'ils ont été nombreux, malgré tous les volumes que l'on a publiés sur le mot liberté, malgré même les flots de sang que ce vocable

(1) Taine, *Revue des Deux Mondes*, 1er juin 1891.



a fait répandre en France depuis un siècle, bien des gens dans notre malheureuse ancienne mère patrie ne semblent pas encore comprendre ce que c'est que la vraie liberté, et sont incapables d'en garder la juste mesure.

La simple expédition des affaires y est entravée par une administration essentiellement centralisatrice, qui y apporte une infinité de détails mesquins et vexatoires propres à gêner l'action individuelle. Nous avons nous-mêmes été l'objet autrefois de cette administration à outrance, pourtant bien moins excessive que celle d'à présent, et qui dira tous les inconvénients que nous en avons éprouvés ! Il en est encore de même aujourd'hui en France : le gouvernement y tient en tutelle, non seulement les habitants de ses possessions lointaines (1), mais les Français de France eux-mêmes, dont les regards sont constamment tournés sur Paris, qui dirige tout et souvent absorbe tout. On réclame sans cesse le concours du gouvernement ; on attend tout de lui, on compte sur lui plus que jamais comme seul moyen d'action ; s'il s'agit d'obtenir une réforme ou de réaliser une amélioration, on trouve tout naturel d'en appeler à l'État.

“ L'individu a pris l'habitude de s'appuyer sur l'État qui a accaparé successivement tous les pouvoirs. L'État intervient en tout et partout au lieu et place de l'individu et de l'association. Il anéantit les personnes, en attendant qu'il anéantisse la propriété. Où veut-on que les individus aient développé leur initiative et leur esprit d'entreprise, alors que depuis trois siècles, sous Richelieu comme sous Louis XIV et Napoléon, sous la Convention comme sous la troisième République, on a pris à tâche de les rendre incapables politiquement et socialement, on a réduit les citoyens à l'humble condition de contribuables et d'administrés, et la société locale à n'être qu'un prolongement de la société provinciale, un appendice de l'E-

(1) En 1893, tous les gouverneurs des colonies françaises recevaient l'ordre d'acheter en France tout ce dont ces colonies auraient besoin ; on mentionnait même les villes où ces achats devaient être faits. Ainsi, l'Indo-Chine, dont le sol est composé de terre à brique et qui produit du riz en abondance, devait s'approvisionner en France de briques et de riz.

tat? Il semble que les individus soient faits pour le gouvernement, et non le gouvernement pour les individus (1)." Et pourtant, dit encore M. Taine, "l'État est mauvais agriculteur et commerçant, mauvais distributeur du travail et des subsistances, mauvais régulateur de la production, des échanges et de la consommation, médiocre administrateur de la province et de la commune, philanthrope sans discernement, directeur incompetent des beaux-arts, de la science, de l'enseignement et des cultes. En tous ces offices, son action est lente et maladroite, routinière ou cassante, toujours dispendieuse, de petit effet et de faible rendement, toujours à côté et au delà des besoins réels qu'elle prétend satisfaire (2)."

Dans un autre ordre de choses, on confond, de l'autre côté de l'Atlantique, la liberté avec la licence. Il ne peut être question ici de la liberté d'êtres raisonnables; ce que l'on veut, c'est de vivre à sa guise, au gré de ses passions, sans s'inquiéter des droits du Créateur sur ses créatures, repoussant toute autorité, surtout l'autorité religieuse. Mais cette liberté de tout dire, de tout faire, devient une licence sans frein et une épouvantable anarchie; on anéantit toute distinction du bien et du mal, du vice et de la vertu; c'est la barbarie dans sa hideuse nudité.

Seul, le Christianisme a apporté au monde la vraie liberté, en même temps que l'égalité et la fraternité. Celui qui n'aime pas la liberté de l'Église n'aime pas la vraie liberté et n'en peut jouir; il n'entend sous ce nom que la licence.

La notion que les gouvernants en France se font de la liberté devient parfois une véritable énigme pour le reste du monde. Je me suis laissé dire, par exemple, que les évêques français ne peuvent se réunir quand bon leur semble, dans une localité quelconque du pays, sans la permission du gouvernement; je n'en crois rien; ça doit être un de ces racontars de la "presse jaune" qui ne méritent aucune créance.

(1) Henry Bordeaux, *le Correspondant*, 25 juillet 1898.

(2) *Les Origines de la France contemporaine*.

Mais voici quelque chose de plus étonnant, tout invraisemblable que cela puisse paraître.

C'était dans l'automne de 1898. M. Brisson était alors au pouvoir, et des troubles civils d'une gravité toute particulière bouleversaient la France. On aurait pu croire, racontent les journaux de l'époque, M. Brisson absorbé par les soucis de la situation actuelle. Il a de plus hautes préoccupations encore. Au milieu des difficultés que lui suscitent l'affaire Dreyfus, la grève parisienne, le conflit diplomatique avec l'Angleterre, le président du conseil des ministres n'a point perdu de vue l'exécution du plan de l'Eglise. Ce qui lui importe avant tout, c'est de faire les affaires des Loges. Par là, il se crée des titres à la confiance, supérieurs à ses fautes; par là il peut encore éviter la chute qui l'attend. Si quelque chose est capable en ce moment de sauver M. Brisson, c'est une reprise vigoureuse de la politique anticléricale, qui rallierait autour de lui, comme elle a rallié autour de tous les ministères, la majorité républicaine.

Or, voici ce qu'il vient de faire.

Le Conseil d'Etat se réunit le 20 octobre, cinq jours avant les Chambres. Dès la première séance, il sera appelé, sur l'initiative de M. Brisson, à délibérer sur un sujet des plus graves, des plus importants pour le clergé et les catholiques.

Lui, le président du conseil des ministres et ministre de l'intérieur, il a fait mettre à l'ordre du jour de cette première séance du Conseil d'Etat la question suivante:

“ Les fabriques, curés ou desservants ont-ils le droit de quêter dans les églises pour les pauvres? ”

“ Dans la négative, à qui appartient ce droit? ”

C'est, comme on le voit, mettre la main sur l'administration même des paroisses. Ici, au Canada, une proposition semblable aurait été accueillie par un immense éclat de rire; et le ridicule aurait tué le gouvernement qui en aurait été l'auteur. Il est vrai que nous habitons un pays où la pratique de la liberté, de même que l'air que nous y respirons, nous est depuis longtemps devenue notre élément naturel.

Mais, me direz-vous, il n'y a pas de quoi soulever une tempête! La quête des pauvres! Eh bien! ce n'est pas si extraordinaire. En efft, dans l'idée de M. Brisson, ce n'est qu'un paravent, qu'un trompe-l'œil. Si les quêtes pour les pauvres sont interdites dans les églises aux curés et aux fabriques, à plus forte raison toutes les autres le seront-elles. Et alors il sera défendu de quêter pour les œuvres paroissiales de charité, pour les institutions religieuses de bienfaisance et de patronage, pour les écoles libres, pour les séminaires, pour les universités catholiques, pour le Denier de Saint-Pierre, pour les Lieux Saints et les missions, pour tout en un mot.

Vous apercevez, cher lecteur, l'oreille du loup qui se découvre, et vous êtes maintenant fixé sur le vrai motif de cette mesure législative, qui a pour pendant la récente circulaire de M. Waldeck-Rousseau au clergé à l'effet de supprimer les missions à l'intérieur de la France. Ces sortes d'ingérences ne se comprennent pas en Amérique. Ce que l'on comprend mieux, c'est que tout ce qui a été fait depuis vingt ans contre l'enseignement chrétien, les congrégations religieuses, le ministère sacerdotal, les droits et les libertés ecclésiastiques, les séminaires, les chapitres, les fabriques d'églises, le mariage chrétien, les écoles, les cimetières, les hôpitaux, les bureaux de bienfaisance, l'a été dans le but manifeste d'achever enfin " d'écraser l'infâme ", qui s'obstine à rester debout.

" Le gouvernement, dit l'un des membres du cabinet Waldeck-Rousseau (Müllerand, Discours à Lille, octobre 1899), entend ne pas tolérer d'agitation politique sous le couvert de la religion." " Les congrégations religieuses, s'écrie Baudin (Discours à Ivry, même année), sont le principal appui de la conspiration royaliste et un véritable danger pour le maintien de la République."

Nous venons de voir en quelle queue de poisson s'est terminée la célèbre " conspiration royaliste ". Mais n'allons pas nous égayer sur des matières aussi graves. L'absurdité de ces discours n'en démontre que mieux la mauvaise foi des deux

ministres socialistes de la combinaison gouvernementale actuelle. Si un curé, un évêque, ne pouvant méconnaître plus longtemps les devoirs de sa charge, les prescriptions formelles de l'Évangile, critiquent, censurent ou dénoncent les lois oppressives de la conscience, contraires à la loi divine, la loi des écoles, la loi du service militaire, celle du divorce, c'est ce que les tout-puissants ministres du jour et la presse judéo-maçonnique appellent " faire de l'agitation politique sous le couvert de la religion ", et devenir un ennemi de la République. On l'accuse de s'insurger contre le gouvernement, contre la loi, et de troubler la paix de l'État.

Mais, jamais depuis ces vingt dernières années de persécutions religieuses, l'épiscopat et le clergé en général n'ont observé une plus grande réserve à l'égard des lois et des actes de cette persécution. Et, cependant, malgré la patience et la longanimité dont ont fait preuve les chefs ecclésiastiques, le ministère Waldeck-Rousseau, qui renchérit encore sur les gouvernements précédents dans sa lutte contre le cléricalisme, veut réduire le clergé au mutisme absolu, à l'effacement complet.

Le projet de loi qu'il vient de présenter aux Chambres, à cet effet, aggrave la législation antérieure, déjà excessive. Maintenant, ce ne sont plus seulement les actes proprement dits de l'autorité épiscopale, tels que instructions pastorales, lettres et mandements, qui tombent sous le coup de la loi pénale, quand ils sont jugés offensants pour le pouvoir civil, mais toute critique ou censure dirigée publiquement par les ministres du culte, sous quelque forme que ce soit, contre les actes de l'autorité publique. Et il y va pour les coupables de la prison et même de la détention.

Le projet du cabinet ne vise pas uniquement l'évêque ou le curé agissant dans l'exercice du sacerdoce, mais usant à titre privé d'un droit de critique qui appartient à tous les citoyens. Ce qui est licite à un chacun deviendrait donc délictueux pour les ministres du culte.

Le " Journal des Débats ", la " Liberté " et le " Temps " ont

fortement dénoncé ce projet de loi. Résumons, dit "l'Univers", les justes critiques de ces trois journaux.

"Le projet de loi est inique, puisqu'il prive des premiers droits du citoyen nos évêques et nos prêtres. Ils ne pourront plus, même en dehors de leurs fonctions et comme simples particuliers, de vive voix ou par écrit, désapprouver un acte du gouvernement. Et il ne s'agit pas de réprimer la calomnie, l'outrage, la protestation irritée. Pour cette répression, les pouvoirs publics ont des armes. Il s'agit d'empêcher tout reproche, toute critique, au besoin les observations courtoises, mais gênantes parce qu'elles sont fondées. Voilà ce que le ministère demande. N'est-ce pas de l'odieuse tyrannie?"

"Le projet de loi est absurde, puisqu'il sera presque impossible à un gouvernement qui voudrait conserver au moins les apparences de la correction, d'user de ses dispositions. Voyez-vous, comme le fait observer le "Temps", un évêque traîné en prison pour avoir critiqué, avec mesure et calme, un texte législatif, un acte ministériel? Aujourd'hui surtout, que la presse nous a si bien habitués à la violence du ton, à l'hyperbole dans l'injure, mettre sous les verrous un citoyen respecté, un personnage vénérable par son caractère, sa situation et son attitude, pour un reproche, un regret formulés en termes parfaits de convenance, allons donc! Quel gouvernement voudrait déchaîner l'indignation et l'agitation qui s'ensuivraient? Quel gouvernement pourrait se flatter, après un acte pareil, de rester maître de lui-même et des événements?"

"Une conclusion s'impose. Quand un ministère en vient à de telles aberrations, il ne suffit plus d'écarter ses propositions iniques et absurdes, il faut le renverser. Le "Journal des Débats" et la "Liberté" sont bien de cet avis. Nous demandons au "Temps" d'écouter la logique, l'intérêt du pays et du régime, et de mettre, lui aussi, son influence considérable nettement au service de cette conclusion nécessaire."

Du moins, aux temps des persécutions païennes, les chefs de l'Eglise pouvaient élever la voix, les évêques pouvaient censu-

rer les attentats du pouvoir civil; les apologistes adressaient publiquement leurs protestations aux empereurs. Aucun des écrits de ces Pères de l'Église, librement publiés sous les empereurs, n'échapperaient aux nouveaux articles 204 et 205 du Code pénal de la troisième République.

“ Pour s'étonner de cette défiance, pourrions-nous dire avec M. de Lapparent, l'éminent géologue que le monde scientifique connaît, il faudrait n'avoir rien observé de ce qui se passe depuis vingt ans et ignorer les manifestations, de plus en plus bruyantes, de l'esprit de tolérance exquise dont se sentent animés les sectaires actuellement au pouvoir. Rien ne les agace comme la vue d'un monument ou d'un acte religieux, avec cette réserve, que leur mauvaise volonté vise exclusivement les catholiques. S'agit-il d'une cérémonie à l'église russe, tous y accourent, ministres en tête, comme ils faisaient l'autre jour, lors du service à la mémoire du comte Mouravief. Même, au besoin, si la solennité l'exige, on les verra, comme jadis Floquet, tenir dévotement un cierge derrière l'archimandrite. Mais les cérémonies catholiques leur procurent un malaise irrésistible, et non contents de n'y point participer, ils sont bien décidés à faire tout pour les entraver (1).”

Voyez comment la passion anti-religieuse sert, au dehors, les intérêts de la France.

Au moment où l'Angleterre se créait des difficultés avec le Transvaal et entreprenait la guerre qu'elle a poursuivie depuis, le “ Jura ”, un des principaux journaux de Suisse, publiait un article qui démontre comment les étrangers savent tirer profit de cette politique sectaire :

“ Est-ce que M. Austen Chamberlain, membre de la Chambre des communes, lord civil de l'Amirauté, n'aurait pas écrit, le 7 octobre dernier, de la part de son père, le secrétaire d'État colonial, une lettre confidentielle à un “ right honorable gen-

(1) A. de Lapparent, “ A propos d'une messe ”, dans le *Correspondant* du 10 juillet 1900. (Nous conseillons à nos lecteurs de lire cet article; ils y verront comment on entend la pratique de la liberté, à la fin du XIXe siècle, dans ce pauvre pays de France.)

tleman", d'un comté du Nord-Ouest d'Angleterre, traitant de l'immobilisation de la France?

" Est-ce que cette missive, oubliée par son destinataire sur l'une des tables de la " Smoking room " du North-Western Hotel, de Liverpool, vers le 13 ou le 14 octobre, ne serait pas tombée entre les mains d'un tiers, en fait un membre du parlement pour les highlands d'Ecosse?

" Est-ce que dans cette lettre, de M. Austen Chamberlain, ne se trouverait pas un passage suggestif, dont la traduction littérale serait :

" Pour ce qui est de la France, outre les assurances du gouvernement, nous sommes garantis de toutes représailles de Fachoda par " les événements intérieurs qui vont s'y succéder."

" Si nous ne pouvons guère compter sur l'affaire Dreyfus, qui est usée (" worn out," dans le texte); si le procès de la Haute Cour ne semble pas créer une sensation suffisante pour absorber entièrement l'attention de la nation, " nous savons que dès la rentrée du Parlement de Paris, le gouvernement introduira, avec l'appui de la majorité, différents bills contre les catholiques " qui, par leur violence, pourront plonger la France dans un état de surexcitation extrême; nous savons qu'on est décidé à l'éviction de plusieurs des plus importants des ordres de religieux et que rien que cela suffira pour nous mettre à l'abri de ce côté-là."

" Voilà nos voisins rassurés, ajoute un journal français.

" Les " événements intérieurs qui vont se succéder " chez nous, les garantissent de toute intervention désagréable dans les circonstances difficiles où ils sont en train de s'engager.

" La reprise de la persécution anti-religieuse au moment de leurs embarras avec le Transvaal, leur arrache à l'avance, comme on le voit, un soupir de soulagement.

" On dirait vraiment que ces troubles intérieurs éclatent chez nous sur commande."

Dorénavant deux seules politiques restent possibles en Fran-



ce : la nettement radicale, ou la résolument modérée ; ou la révolution dont le programme comprend l'internationalisme comme l'anticléricalisme, l'anticapitalisme, le bouleversement social et toutes ses négociations — ou l'organisation d'un gouvernement absolument français, par conséquent sainement libéral et conservateur. Une combinaison mixte, comme celle qui gouverne en ce moment, n'est qu'un acheminement vers l'une ou l'autre de ces deux alternatives.

Le cabinet Waldeck-Rousseau doit son existence à l'élément socialiste. "Waldeck-Rousseau est prisonnier du socialisme", pour employer une expression du "Temps". Au moins peut-on dire que les collectivistes, les révolutionnaires, lui devront d'avoir conquis une situation dès à présent très forte, et qui menace d'être bientôt prépondérante. Un groupe de politiciens de rencontre, séparés par leurs antécédents et leur but, par leurs tendances et leurs tempéraments, ont réussi à s'entendre pour saisir le pouvoir dans un moment de trouble et d'agitation, et ils l'ont conservé grâce à l'occulte et puissante protection des loges.

Je ne voudrais pourtant pas prêter ici trop d'attention à la secte odieuse qui fait de ses adeptes autant d'esclaves des volontés des chefs : ce serait lui faire un honneur qu'elle ne mérite point. Mais il est indéniable qu'au moment actuel, la République et la franc-maçonnerie, qui a surtout pour complices les cosmopolites, se confondent, et cette confusion est dans le programme de ceux qui se proclament être les seuls vrais républicains. On a pu suivre, comme à la trace, la filière de la législation persécutrice de ces vingt dernières années dans les délibérations et les résolutions successives des convents. On a pu comprendre les actes du gouvernement par les mots d'ordre venus des Loges.

"Le Grand-Orient, déclarait dans son discours le président du convent de 1893 (1), le Grand-Orient avant les pouvoirs pu-

(1) Bulletin du Grand-Orient, 1893.

blics décidait que l'enseignement devait être gratuit, laïque et obligatoire. Le Grand-Orient a eu le bonheur de voir la législation profane adopter les idées qu'il avait proclamées."

"C'est la franc-maçonnerie qui a fait passer dans la législation de la troisième République les lois militaires et scolaires (1)."

N'avait-on pas osé dire quelques années auparavant: "Dans dix ans d'ici, la maçonnerie aura emporté le morceau, et personne ne bougera plus en France en dehors de nous (2)."

Il ne faut plus s'étonner de ce qui arrive. Le gouvernement, naturellement, prétend garder le pouvoir. Pour cela il lui faut satisfaire la meute avide, inassouvie, qu'il sent gronder derrière lui, et il lui jette des moines à dévorer. Il faut crier bien fort que la République est en danger, qu'il faut la défendre contre ses ennemis; et on joue au ministère à poigne contre des hommes et des femmes qui ne font que servir Dieu et la patrie, soit en enseignant la jeunesse, soit en se livrant à diverses œuvres de charité envers les orphelins, les vieillards, les infirmes et les aliénés. "Ce qui préoccupe avant tout la secte maçonnique, dit-on, ce n'est ni le zèle des malades, ni le souci des pauvres. Ils veulent, non l'amélioration des institutions d'assistance, mais la suppression des congrégations, ils le veulent par vengeance politique, par passion antireligieuse; ils le veulent pour avoir une société toute à eux, toute laïque, toute républicaine, où il n'y aura plus d'autres écoles, d'autres maisons d'éducation, d'autres asiles, d'autres hôpitaux que ceux d'où Dieu sera absolument banni, afin que rien, ni à l'école, ni dans les familles, ni dans l'armée, ni dans les administrations publiques, ni même dans la clientèle des pauvres et des malades, ne conspire plus contre le régime politique et social, dont la libre pensée et la libre vie seront les institutions fondamentales."

Grâce à elle, la vie publique n'a été depuis vingt ans, pour les honnêtes gens, qu'une longue suite d'épreuves, pendant les-

(1) Discours de clôture du convent de 1897.

(2) Bulletin du Grand-Orient, 1890.

quelles ils ont enduré toutes les souffrances que la persécution religieuse, la déchristianisation systématique de la société, les scandales de toute sorte, les hontes publiques, la déchéance du pays ont pu infliger à leur foi et à leur patriotisme (1).

\* \* \*

“ Nous ne sommes pas encore une nation en décadence, mais nous sommes une nation bien mal gouvernée ”, dit Paul Bourget. “ Nous ne sommes pas en décadence, répète un autre académicien, M. Jules Lemaitre, car la décadence s’ignore elle-même ou elle se résigne; et nous, nous connaissons notre mal et nous ne nous y résignons pas.” *La France d’aujourd’hui*, — *sommes-nous en décadence?* se demande un troisième auteur. Déjà on a écrit: *Grandeur et décadence des Français*; cela forme tout un volume.

Il me répugne d’employer ce mot de décadence en parlant d’une nation qui, jadis, sauva l’Europe de l’esclavage en arrêtant les flots envahissants des fils du Prophète; une nation qui, pendant tant de siècles, a guidé l’humanité dans sa marche vers le progrès et la civilisation. La voix du sang me crie que la France des preux, la nation qui fut toujours la terreur des forts et la protectrice des faibles et des opprimés, ne peut être aujourd’hui descendue au rang de peuple amuseur du monde.

Parler de décadence peut être prématuré; mais il n’y a plus à le cacher, la France ne rend plus le même son qu’autrefois, et on ne peut nier que celle qui nous a donné l’existence est maintenant malade, bien malade; il est possible qu’elle ne subisse qu’une crise, mais c’est une crise affreuse, et j’y vois plus d’un symptôme alarmant pour sa vie nationale.

Le plus apparent et le plus grave de ces symptômes est l’im-

(1) Nous sommes dans un temps où l’on ne veut croire qu’aux vérités d’expérience; en voici une qui saute aux yeux: jamais nos assemblées politiques n’ont été plus irréligieuses que depuis vingt ans; et jamais, par une corrélation très naturelle, elles n’ont été plus pourries de scandales et plus intellectuellement abaissées.—Le *Correspondant*, 25 août 1898.

piété officielle et systématique des chefs de ce malheureux pays. “ Nous devenons irréligieux, disait encore dernièrement le célèbre romancier que nous venons de citer, ou — ce qui est pis — antireligieux. Cette tendance qui, chez tout autre peuple, serait honnie et vigoureusement réfrénée, se développe, chez nous, à l’abri de la politique, avec la secrète complicité des pouvoirs publics.” Les autres peuples tiennent même à manifester hautement leur christianisme; ils inscrivent le nom de Dieu dans leur constitution et l’invoquent dans les circonstances solennelles de leur vie nationale. Dans les pays anglais, aux États-Unis d’Amérique, les parlements ont leurs chapelains, et ouvrent chacune de leurs séances par des invocations au Très-Haut (1). Les empereurs de Russie et d’Allemagne affectent de mêler le nom de Dieu à leurs allocutions publiques. En juillet 1898, le président des États-Unis ordonnait que des prières fussent adressées à Dieu pour le remercier du succès qu’avaient remporté les armes américaines et pour lui demander le rétablissement de la paix. Il y a quelques mois à peine on priait dans tout l’empire britannique pour la même fin. Aux États-Unis, comme en Angleterre, le gouvernement assigne, tous les ans, un jour particulier pour remercier Dieu des bienfaits qu’il Lui a plu d’accorder au pays durant l’année. En France, ceux qui, sous ce rapport, devraient donner le bon exemple, affectent l’indifférentisme le plus complet. Que dis-je? les réunions officielles de ceux qui gouvernent, depuis les assemblées législatives jusqu’aux moindres conseils municipaux, donnent en ce genre des spectacles que l’antiquité païenne même n’a jamais connus; il suffit d’y nommer la religion pour provoquer des accès voisins d’une hideuse frénésie. “ La passion de l’anticléricalisme est devenue telle que, pour protéger la conscience des voleurs et des assassins, on ne permet plus aux aumôniers d’avoir un logement dans les prisons, ni de visiter les prisonniers sans être appelés. Donnera-t-on, du moins,

(1) En France, les prières publiques édictées par la constitution républicaine de 1875, pour la rentrée des Chambres, ont été abolies.

aux détenus un enseignement moral "laïque"? Non, on s'en remet, pour les moraliser, aux leçons de leurs camarades. La prison, c'est l'école mutuelle du crime (1)."

Partout ailleurs les préjugés de toute nature disparaissent : c'est même un des traits caractéristiques de notre époque, et c'est un grand bien, car chaque fois qu'un préjugé meurt, c'est une erreur qui succombe, un ressentiment qui s'éteint. Dans le pays des "Droits de l'homme", les préjugés, du moins les préjugés religieux, semblent enracinés plus que jamais chez les partisans de la seconde France. Un député socialiste n'a-t-il pas été jusqu'à protester en pleine Chambre (1899) contre le maintien de la légende : "Dieu protège la France", qui se lit sur les pièces de monnaie françaises de vingt francs. Cet imbécile-là a prétendu que la France peut se passer de Dieu et qu'elle est entièrement en état de se protéger elle-même. Il a fallu un vote pour décider la question soulevée par cet intéressant personnage, dont la proposition a été heureusement rejetée. Qui aurait cru, toutefois, qu'il se serait trouvé dans cette assemblée 165 mandataires du peuple qui pensaient comme lui? L'impiété est hypocrite, mais la passion la trahit.

Le monde catholique et chrétien s'attendait qu'une cérémonie religieuse quelconque accompagnerait l'ouverture de l'Exposition universelle. On a bien prononcé des discours en cette circonstance, mais c'est en vain que l'on y cherche la moindre allusion à la religion. En face de ces merveilles de l'industrie humaine, ne convenait-il pas de faire entendre des accents d'hommage et de reconnaissance à l'Auteur de toutes choses? Au lieu de cela, on a chanté un hymne dédié à Victor Hugo...! Et l'on s'étonne que le prestige de la France baisse! On cherche à s'expliquer pourquoi aucun télégramme de courtoisie n'est parvenu au gouvernement français de la part des souverains ou des gouvernements étrangers à l'occasion de l'inauguration de cette "fête nationale" en un jour aussi sacré pour les chrétiens que le Samedi saint!

(1) *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1897.

La veille, le Vendredi saint, à six heures du matin, le ministre de la marine télégraphiait à tous les ports militaires de France que l'article des règlements de la flotte, ordonnant de célébrer le Vendredi saint à bord des navires de l'Etat, sur lesquels on avait l'habitude de tendre des draperies noires et d'arborer les pavillons à mi-mât, était abrogé. Ce télégramme surprit les équipages en train d'appliquer les vergues et de mettre les pavillons en berne; déjà le canon avait commencé à tonner; il a fallu naturellement cesser toute démonstration.

N'avait-on pas, à l'assemblée générale du Grand-Orient tenue en septembre 1899, émis un "vœu tendant à la suppression des coups de canon le Vendredi saint?" Voici en effet ce qu'on lit à la page 280 du compte rendu de cette assemblée:

"Parmi les vœux qu'on vous a lus tout à l'heure, il en est un qui parle de la suppression des coups de canon le vendredi saint. Cette question a été soulevée déjà au convent dernier, ou il y a deux ans; nous avions alors au ministère de la marine le F. Lockroy, qui avait donné des ordres à cet égard: ils allaient être exécutés, puis il s'est laissé circonvenir." M. de Lanessan, lui, s'y est pris de manière à éviter toute intervention.

Nous publions en note, au sujet de cet incident, la protestation indignée de M. de Mun, député du Finistère. Elle sert de pièce justificative à ce que nous en disons, et démontre au lecteur que nous n'avons rien exagéré dans tout ce qui précède. (1)

#### (1) ÉLOQUENTE PROTESTATION.

Sous le coup de l'indignation provoquée par la récente mesure de M. de Lanessan, interdisant les manifestations de foi dans les flottes, le Vendredi saint, M. le comte de Mun vient d'adresser la lettre suivante au ministre de la marine:

"Chambre des députés,  
"Paris, le 11 avril 1900.

"Monsieur le ministre,

"Les journaux annoncent qu'hier, vendredi saint, contrairement à l'usage traditionnel, les bâtiments de la flotte nationale, stationnés dans les ports, n'ont pas pris les marques de deuil jusqu'ici prescrits par les règlements.

"A Brest, assure-t-on, les vaisseaux avaient déjà mis leurs vergues en pan-

Et cette haine de l'Église, ou de ce qu'on appelle dans le monde politique le cléricanisme, se manifeste de tant de manières, en tant de circonstances et sur tant d'objets, qu'on dirait, en vérité, que c'est là la plus grande préoccupation du gouvernement.

Pourquoi cet hymne à Victor Hugo, pour revenir à la question de l'Exposition? Est-ce que la France n'aurait jamais produit de plus grands hommes que Victor Hugo? Est-ce que Pasteur, par exemple, pour ne parler que de notre siècle, n'a pas mieux honoré sa patrie à l'étranger, n'a pas mieux servi ses compatriotes et l'humanité tout entière que Victor Hugo? Je sais que les admirateurs intéressés des doctrines du célèbre écrivain ont voulu le bombarder premier poète du siècle; mais je tiens pour assuré que la postérité ne ratifiera pas ce jugement. Il y a parfois plus de vraie poésie dans une seule page

tenne et abaissé leurs pavillons, lorsqu'il a fallu, sur un télégramme de votre cabinet, suspendre la manœuvre.

“ La Chambre était en vacances depuis quelques heures, c'est sans doute pour attendre son éloignement que vous avez ainsi différé votre décision jusqu'à la dernière minute.

“ Vous avez pensé qu'en dépit des sentiments antichrétiens d'une partie de ses membres, elle eût refusé d'approuver la brusque rupture d'une coutume établie depuis si longtemps, et que, jusqu'ici, tous vos prédécesseurs, sans exception, avaient respectée.

“ L'opinion publique appréciera, comme il convient, cette méthode de gouvernement.

“ Quant à moi, ayant l'honneur de compter parmi les représentants de nos populations maritimes qui cette mesure blessera, n'en doutez pas, jusqu'au fond du cœur, j'ai le devoir de vous exprimer, en leur nom, les sentiments d'indignation que je ne puis porter à la tribune.

“ L'habitude de commémorer, sur les bâtiments de la flotte, dans une émouvante démonstration, le plus auguste des souvenirs chrétiens, ne pouvait porter ombrage à personne, si ce n'est qu'à ceux que leurs passions sectaires animent contre toutes les manifestations de la foi catholique. C'est à eux que vous avez obéi. La franc-maçonnerie satisfaite vous donnera ses éloges. Vous les avez mérités.

“ Mais la France chrétienne sera douloureusement émue et, avec elle, tous ceux qui, chez nous — ils sont nombreux — gardent encore, alors même qu'ils n'en observent pas tous les préceptes, un sentiment de respect pour la vieille religion de nos pères.

“ Les populations qui donnent leurs fils à la patrie pour le rude métier de la mer, ressentiront plus vivement que les autres, l'injure faite aux croyances dont elles conservent, dans leur immense majorité, le culte profond.

“ Elles savent, en effet, que pour les marins livrés au péril des navigations, la foi est le soutien des âmes et le lien qui les unit à la patrie absente.

“ Au récit du suprême attentat qui apprend à leurs enfants le mépris où les

de Lamartine ou de ce pauvre Musset que dans tout un volume de l'auteur des *Quatre Vents de l'Esprit*. Mais enfin, pourquoi cet hymne à Victor Hugo? Inutile, cher lecteur, de vous donner tant de peine pour en découvrir la raison; ce n'est pas malin à trouver: c'est tout simplement parce que cet homme a employé la plus grande et la dernière partie de sa vie à combattre l'Église, à prêcher des doctrines chères aux sectaires qui gouvernent la France en ce moment et qui ont organisé cette Exposition, "laquelle, dit "le Gaulois" du 17 avril, ne nous présentera pas un mirage de grandeur et de prospérité capable de nous voiler notre décadence."

Puisqu'on ne voulait pas glorifier Dieu à cette occasion, rendre gloire à Celui qui est la source première de toute science, on aurait mieux fait de ne rien chanter; la France y aurait gagné aux yeux de l'étranger.

L'apothéose du centenaire de Michelet s'explique de la même

tiennent ceux qui les gouvernent, les mères, en plus d'un foyer, verseront des larmes.

"La discipline militaire ne permettra pas aux officiers de la marine nationale de vous faire entendre la plainte de leur conscience offensée; mais je suis assuré que le plus grand nombre d'entre eux approuvera ma protestation.

"Ils connaissent trop bien le prix qu'ont, dans leur dure profession, les hautes leçons de sacrifices tombées de la croix, pour ne pas être profondément attristés de les voir méconnaître par celui que les hasards de la politique ont placé à leur tête.

"On dit que, dans les ports, tandis que les bâtiments de la flotte gardaient la tenue de chaque jour, les navires de commerce, placés dans le voisinage, ont pris, comme d'habitude, les marques de deuil.

"S'il en est ainsi, plus d'un de nos commandants de vaisseau a dû sentir son cœur se serrer en voyant s'abaisser devant la majesté du Christ les pavillons des paquebots, pendant que les leurs se relevaient tristement, comme dans une révolte involontaire, désavouée par leur cœur de soldat.

"Une fâcheuse coïncidence rapproche aujourd'hui de la pompe extérieure décernée aux œuvres humaines le dédain hier affiché pour la plus grande des œuvres divines. L'un ne portera pas bonheur à l'autre.

"Le monde s'étonnera de ce contraste. Mais la France n'en doit pas être rendue responsable. Ceux qui la connaissent ne s'y tromperont pas.

"Il était bon cependant que cela fût dit publiquement.

"C'est pourquoi, autant qu'il est en moi, comme chrétien et comme représentant du pays, je proteste de toutes mes forces contre l'acte public d'irréligion que vous avez, malgré elle, imposé à la marine française.

"Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

"A. DE MUN,  
"Député du Finistère."



me manière. Proclamer Michelet "historien national" est déjà d'un comique plaisant; mais célébrer en grande pompe, avec un caractère officiel, le centenaire de cet insulteur du passé de la patrie, l'auteur de tant de pamphlets obscènes contre la religion et ses ministres, un des romanciers les plus influents dans la propagande du mal; oser proposer cet homme en exemple à la jeunesse, l'imposer à l'enseignement des professeurs sans soulever une réprobation générale, sans que l'opinion publique fasse justice de cette œuvre sacrilège, c'est une chose qui ne peut se voir que dans une époque de décadence. Un des moindres inconvénients de cette immixtion officielle, est que la jeune génération va maintenant apprendre à admirer le héros de Michelet, Frédéric II, le "grand roi de Prusse", le seul "véritablement grand" à qui il est "ridicule" de comparer Napoléon, "l'heureux Corse", le "favori du destin", mais surtout, surtout, parce que c'est un homme "attaché au catholicisme", et, par suite, digne de tous les mépris! (1)

Je vois, dans le même ordre de choses, un signe des temps dans l'emploi de la pierre et du bronze que l'on prodigue de nos jours à tant de gloires apocryphes; cela fait songer à l'époque de décadence de l'Empire romain, où tout devenait dieu, où les Néron étaient divinisés même de leur vivant.

Autrefois on était beaucoup plus difficile. On ne rendait des honneurs publics qu'à des hommes de mérite incontestable, des hommes qui avaient bien servi leur pays, et dont la conduite vertueuse pouvait au moins être citée comme modèle. Aujourd'hui on élève des monuments à des gens qui ont prostitué un beau talent dans des passions et des excès de tous genres, jusqu'à en perdre la santé et la raison: Guy de Maupassant, qui "s'est suicidé par le plaisir", a maintenant sa statue dans une des places publiques de la capitale.

(1) Il faut remarquer que la personnalité de Michelet compte deux époques bien distinctes: celle d'avant 1843 et celle d'après. Inutile d'ajouter que c'est le Michelet de la seconde date que le gouvernement entend glorifier, celui, dit Nettement, "qui a passé les dernières années de sa vie à réhabiliter le paganisme et à diffamer le catholicisme."

Ce n'est ni le talent ni même le génie qui donnent du mérite, mais bien l'usage qu'on en fait.

En 1898, un comité quelconque, mais tout à fait dépourvu de sens moral, avait proposé d'ériger une statue à la Clairon, célèbre tragédienne du 18e siècle, dans la ville de Condé-sur-Escaut, lieu de sa naissance. " Mais ses compatriotes, disait à ce sujet " le Temps " de Paris, n'ont pas jugé que ce fût pour elle un titre suffisant à se dresser en marbre et en bronze sur une de leurs places publiques. Ils ont été beaucoup moins éblouis par sa gloire d'artiste qu'inquiétés par sa réputation de femme dont on ne peut pas même dire qu'elle fut douteuse, attendu qu'aucun doute n'a jamais plané sur ses déportements." Le comité a dû abandonner son projet, et pour cause.

Ceci me rappelle l'incendie du Théâtre-Français en mars dernier, où une actrice, Mlle Henriot, eut le malheur de perdre la vie. Cet accident rendait certainement très pénible et regrettable la mort de cette jeune personne. Mais, voyons! est-ce qu'on devait s'attendre que le président de la République, les ministres, les journalistes, porteraient le cabotinage au point d'aller s'inscrire chez elle! Le jour même où l'on enterrait Mlle Henriot, on enterrait à Bessèges seize mineurs dont la plupart étaient pères de famille, et qui tombaient au puits de Larbousset, victimes du grisou. Les gazettes ont à peine parlé de la catastrophe poignante de Bessèges, et aucun ministre, aucun homme d'Etat n'accompagnait dans le cortège ces seize cercueils vers le champ des morts. Les enfants et les veuves de ces malheureux mineurs se consolèrent tout seuls, dit-on, sans que personne ait daigné s'en occuper; tandis que pour l'accident du Théâtre-Français, lequel, bien sûr, ne pouvait affecter la vie nationale, la France eût-elle perdu une province, certains journaux n'en auraient pas gémi davantage. Un peuple est près de sa fin quand les grands intérêts supérieurs de la foi, des croyances, du patriotisme, de la dignité nationale, sont dominés par les préoccupations et les émotions du théâtre et du cirque.

Du pain et les jeux du cirque étaient tout ce que demandaient les Romains dégénérés.

Les gouvernants de la France de la fin du siècle ont commis une grande faute en se désintéressant des affaires du dehors comme ils l'ont fait, pour ne s'occuper que de la politique intérieure du pays. Il n'y a rien qui amoindrit les hommes que cette préoccupation constante et pour ainsi dire unique des soins du ménage national. Ce régime dissout les individualités, abaisse les caractères, use et affaiblit un peuple. Anciennement, la patrie du "premier baron chrétien" prenait l'initiative en toutes choses; elle était renommée par sa foi, sa générosité, son courage, sa justice; à part sa croyance qu'elle tenait de Dieu, elle tirait tout d'elle-même, sa pensée, sa politique, ses institutions, sa gloire, donnant à tous, ne recevant rien de personne: c'était la première des nations, et tous les peuples de la terre acceptaient son ascendant comme un fait naturel (1). Aujourd'hui, par l'impiété systématique de ses chefs, la France fait bande à part, ou plutôt c'est le monde qui marche sans elle; elle est là, agitée, en proie à des divisions qui menacent de ne point finir: on la dirait frappée d'un coup mortel. "L'anarchie règne dans l'armée, dans la loi et dans la rue (2). La violence est à son comble (3).

(1) En parlant de l'expédition que M. de Gerlache, officier de la marine belge, avait organisée en 1896 pour découvrir le pôle sud, et des expéditions que les Allemands et les Anglais organisaient, de leur côté, dans le même but, la *Nature*, du 28 août 1897, exprimait le regret suivant: "Faut-il, en terminant, faire remarquer qu'autrefois les grandes expéditions scientifiques étaient entreprises par notre pays et par la marine française?"

(2) *Le Gaulois*, 14 février 1898.

(3) Les vols et les profanations dans les églises sont devenues, depuis dix ans, d'une fréquence dont on n'a jamais vu d'exemples. Le dernier attentat a été l'incendie de l'église d'Aubervilliers, dans la banlieue de Paris, dans la nuit du dimanche au lundi de Pâques. "Des malfaiteurs, dit un journal français qui raconte l'événement, ont profané, saccagé, finalement incendié la basilique d'Aubervilliers, sanctuaire aussi renommé au point de vue historique que vénéré au point de vue religieux. Et les circonstances de ce forfait, qui a failli causer l'écrasement des deux hommes qu'on a retrouvés sous les décombres du clocher, sont telles qu'il n'est pas possible de nier la corrélation qui le rattache à la politique sectaire dont le gouvernement donne l'exemple et dont il poursuit aveuglément l'application. Le dernier discours de M. Wal-

Les scènes plus que disgracieuses auxquelles donnent lieu parfois les débats parlementaires (rappelons-nous celle de 1898 à l'occasion de l'élection du président de la Chambre), nous font l'effet d'une assemblée d'hommes indignes de la liberté, ou bien à qui le régime républicain ne convient nullement; et vraiment on serait tenté de croire que cette dernière hypothèse est fondée en présence de l'insécurité politique dont souffre le pays (1). On oublie qu'un peuple vaut ce que valent ses institutions, ses mœurs et les hommes qui le gouvernent. On cherche à s'étourdir, à déguiser sa misère sous la pompe d'une phraséologie retentissante, et, pour forcer l'estime du monde, on court à l'éclat et au bruit. "Malgré les appels à l'apaisement d'une presse officieuse intéressée, on ne parvient qu'à grand'peine à étouffer l'émeute, à prévenir la guerre civile toujours sur le point d'éclater. Au moment où on organise une fête, qu'on dit être la grande fête du commerce et de l'industrie, qui devra démontrer la supériorité industrielle et artistique de la France, mais qui sera suivie probablement de plus de chômage et de misère que de profits réels, et pendant qu'on se glorifie dans la pensée d'une supériorité que les autres peuples ne reconnaissent plus, une ville batave, Rotterdam, active et industrielle, supprime dans les écoles primaires l'enseignement du français, pour n'y conserver que l'anglais et l'allemand. " Dans

deck-Rousseau, dont l'affichage a été ordonné dans toutes les communes de France, et dont un exemplaire aura sans doute été apposé sur les murs de l'église sacrilègement incendiée, ne montre-t-il pas toute la politique du parti au pouvoir se résumant dans la guerre à la religion? Et la décision impie de M. de Lanessan, supprimant les hommages séculaires par lesquels la marine française commémorait la mort de Jésus-Christ, n'est-elle pas virtuellement et foncièrement d'une perversité plus grande que l'exploit insensé des incendiaires d'Aubervilliers?"

C'est probablement à ces mêmes causes qu'il faut attribuer l'acte aussi sacrilège qu'imbécile du maire de la ville de Reims, qui faisait abattre, le 7 juin dernier, la croix monumentale de la rue du Jard, et enlever les emblèmes religieux de la porte d'entrée des cimetières.

(1) Depuis le 4 septembre 1870, la République a usé trente-neuf cabinets. La durée moyenne de ces trente-neuf cabinets a été de moins de neuf mois. Impossible, avec une instabilité ministérielle pareille, de réaliser de longs desseins, d'accomplir aucune œuvre de longue haleine; ce n'est pas même vivre; tout au plus peut-on dire que l'on *vivote*.

“ une ville, commerçante, dit le rapport de la commission municipale, on n'a pas besoin du français.”

Lorsque l'on compare le triste et déplorable état de choses qui existe en France en ce moment aux réformes et améliorations de tous genres qui avaient été si pompeusement annoncées, on se prend d'un profond mépris pour ces intelligences tant vantées qui, entreprenant avec un si grand fracas de refaire le monde, ont avorté de la création informe ou plutôt du chaos que nous avons sous les yeux.

“ Que l'on envisage, écrivait, au mois de décembre dernier, le vaillant et infortuné colonel de Villebois-Mareuil dans un remarquable article sur l'œuvre coloniale de la troisième République, que l'on envisage, dit-il, politiquement, administrativement ou commercialement cette œuvre coloniale, on aboutit à l'invariable surprise de ce qu'a pu être la représentation gouvernementale d'un pays comme la France en ces vingt dernières années! Jamais on ne mettra assez en évidence le bilan d'incapacité, de mensonge et de forfaiture nationale de ces gens-là. . .

“ Le réveil qui déjà passe comme un frisson sur la masse endormie sera, nous voulons le croire, suivi d'une activité vengeresse, mais qu'il sera tardif et que de résultats inexpiables il constatera dans l'éducation de la génération qui arrive, autant que dans la dilapidation de l'héritage national! Il faut bien se l'avouer, le République parlementaire, qui ne mourra ni d'un homme, ni peut-être d'un événement, mais qui s'en va du dégoût populaire, aura engagé si avant dans la ruine l'avenir de ce pays qu'il faudra, à défaut d'une volonté de génie, bien du temps pour relever la France à son rang de grande nation.

“ Nous appelons grande nation celle qui n'incline pas ses droits devant les prétentions d'une autre, qui gouverne ses destinées au dehors comme au dedans, fait à ses nationaux une place privilégiée par le monde, qu'on sent assez sûre d'elle pour soutenir par la force ses intérêts si on l'y contraignait.

“ Or la France n'a vécu sous notre anarchie parlementaire

qu'en nation de second rang, conduite comme une servante par des puissances maîtresses dans tous les sentiers diplomatiques où elle s'est engagée, et encore s'y est-elle montrée comme une servante qui craint les coups, fuyant toujours, après des raisonnements, devant la pile qu'on lui promet. En vérité, c'est encore là qu'on mesure le plus exactement le chemin de chute de notre troisième République dans l'histoire de ce pays, car c'est dans cette dernière figure sous laquelle on aurait cru que la France pût jamais se présenter au monde (1)."

Le pays en est rendu à avoir une dette de 30 et quelques milliards, avec un budget de 3 milliards et  $\frac{1}{2}$ , qui, chaque année, s'accroît de 30 à 40 millions. C'est, comme on le voit, un fardeau sans cesse croissant pour une population qui n'augmente pas. "Ce qui nous attend, écrit un publiciste français, ce à quoi nous marchons d'un pas régulier et sûr, c'est à la banqueroute, ou, si vous voulez, la conversion du 3 p. c., c'est-à-dire l'épargne française ruinée au tiers ou à moitié."

On a créé, depuis l'établissement de la troisième République, une foule d'emplois superflus, dans le but d'augmenter le patronage et la popularité des députés; de sorte que le pays, déjà soumis à une bureaucratie embarrassante, est aujourd'hui encombré de fonctionnaires. En 1820, il y en avait 150,000; en 1846, le nombre des employés du gouvernement, employés de tout ordre, de tout grade, était de 200,000 environ; aujourd'hui il est de 425,000.

Les 200,000 employés de 1846 touchaient en gros 200 millions; les 425,000 de 1898 touchent près de 600 millions. Le chiffre des pensions s'est élevé dans la même proportion que celui des traitements. Il y a plus de 300 millions inscrits au budget pour les pensions de toute origine, de toute nature. "Notre chère patrie, dit M. Pelletan, pour laquelle ses fils ont versé tant de sang, est perdue, si nous n'avons pas le courage de supprimer les abus administratifs."

(1) "L'Œuvre coloniale de la troisième République", dans le *Correspondant*, 10 et 25 décembre 1899.

Et que dire du coût de la laïcisation? Que de millions stérilement enfouis dans la coupable et antipatriotique entreprise des lois scolaires!

\* \* \*

Aux élections générales de 1898, un grand nombre de députés, dégoûtés de la politique, ne voulurent plus se présenter. Je ne veux pas dire qu'ils ont eu raison d'agir ainsi; on ne guérit pas un malade en l'abandonnant à son sort. L'un de ces élus du peuple, M. le vicomte de Vogüé, membre de l'Académie, dont la carrière parlementaire fut marquée par le plus noble désintéressement et le dévouement le plus constant, s'est fait l'écho des motifs qui engageaient ces hommes à se retirer de la vie active. Ces motifs se trouvent exprimés dans une lettre adressée à ses électeurs, et dont voici l'extrait qui concerne la politique générale:

“ Je vous parlerai peu, dit-il, de la politique générale, cette douloureuse comédie. J'étais venu à vous, libre de tout engagement antérieur, avec le désir sincère et l'espoir de faire vivre notre République, de l'améliorer, de la rendre plus libérale et plus tolérante, de la faire rentrer dans le droit commun de tous les peuples d'Europe, qui élèvent leurs enfants comme il leur plaît, qui ne paient que pour l'école qu'ils ont librement choisie. C'étaient là des illusions, je le reconnais de bonne grâce. Je les partageais en 1893 avec beaucoup d'honnêtes patriotes, uniquement soucieux du bonheur et de la grandeur de la France.

“ C'est de propos délibéré que je me suis tu depuis longtemps au Parlement. Je n'ai pas la prétention d'être un orateur habile: je puis pourtant défendre mes idées, vous m'avez entendu dans toutes vos communes. Mais j'ai acquis la conviction réfléchie que toute parole sincère est déplacée, inutile, sur ce théâtre du Parlement où tout n'est que mensonge et charlatanisme. J'ai acquis la conviction que notre parlementarisme actuel, tel que nos mauvaises mœurs l'ont fait, est le pire de tous les instruments pour gouverner un grand pays, menacé dans son indépendance et dans sa richesse.

“ On vous trompe avec des mots. Un avenir prochain vous montrera, je le crains, combien notre France est atteinte dans ses forces vives. Cette Chambre l'a mise au bord de l'abîme; ce n'est pas la prochaine qui la relèvera. Quels que soient les hommes, l'instrument faussé est fatalement condamné à ne faire que du mal, à ne servir que des intérêts égoïstes.

“ Nous voyons aujourd'hui à la tête du ministère un très honnête homme, M. Méline. Mais que peut-il dans l'anarchie où il se débat, mal obéi, paralysé, prisonnier des intérêts, des idées fausses, des passions sectaires, d'une coterie de politiciens? Il ne peut rien. Croyez-moi, j'ai vu de près cette impuissance et cette inguérissable misère du parlementarisme. “ Le salut viendra, d'ailleurs, d'un réveil déjà sensible du sentiment français contre les maîtres avides, souvent étrangers à notre race, à nos traditions, à nos croyances, qui nous exploitent depuis vingt ans!” (1)

Je croyais être assez au fait des mœurs et des choses de la France de nos jours; mais j'avoue que je me trouve ici en présence d'un dilemme qui me confond.

On donne comme une quantité négligeable, comparée au chiffre de la population, le nombre des francs-maçons dans le pays. De fait, le vrai Français n'aime guère à abdiquer sa dignité d'homme et sa liberté au sein des loges, et je crois que celles-ci se recrutent en grande partie parmi les cosmopolites, les radicaux et autres sans-patrie de toutes nuances. Quoi

(1) Lorsque je parle des sectaires qui gouvernent la France depuis vingt ans, je ne veux pas dire que tous les hommes qui ont fait partie des différents ministères qui se sont succédé pendant ce temps, étaient mus par ces sentiments anticatholiques et antipatriotiques, le catholicisme et la grandeur de la France étant deux choses inécodées l'une à l'autre. Il s'est rencontré quelquefois, je le sais, de nobles et généreuses exceptions. M. Méline, certainement, est un honnête homme, et n'a rien du fanatique; il ne veut point de la “politique de secte et de haine.” Son ministère, composé uniquement de républicains modérés, promettait une ère d'apaisement et de dignité pour le pays; c'était le meilleur cabinet que la France eût eu depuis longtemps. Mais que pouvaient, dans les cabinets antérieurs, contre la majorité, une ou deux individualités bien disposées? Le ministère Méline lui-même a fini par succomber sous l'influence combinée de la juiverie, de la franc-maçonnerie et du radicalisme.



qu'il en soit, dans la Chambre, s'ils ne forment pas encore la majorité, ils sont assez forts pour imposer souvent leurs volontés. On affirme, d'autre part, qu'ils sont encore la majorité, dans le pays, ceux qui ont gardé la foi des ancêtres et le respect du prêtre, d'où résulte cette étrange anomalie que l'immense majorité subit la tyrannie d'une infime minorité. "Jamais, disait, il y a quelques mois, M. Jules Lemaitre, jamais, je pense, dans aucun temps ni dans aucun pays, les gouvernants n'ont été aussi méprisés, dans leur ensemble, par le plus grand nombre des gouvernés." "Nous sommes le pays le plus mal gouverné du monde, ou, dirai-je, pour ne choquer les sentiments de personne, un des plus mal gouvernés", avait déjà écrit M. Jules Roche, ancien ministre, dans son livre "France et Allemagne."

Cependant, ces gouvernants sont les élus du peuple. Est-ce que la majorité du peuple ne vote point ? Je sais que l'élément sectaire déploie la plus grande activité et paie d'audace ; mais la partie saine de la population est-elle incapable de secouer l'apathie qui anéantit chez elle l'esprit d'initiative ? L'habitude de se décharger de tout sur l'État rend-elle les Français indolents, routiniers, passifs jusqu'au point de tout supporter de lui ? Le peuple est-il partisan du régime établi au point de ne vouloir y rien changer, faute de mieux, crainte de pire, et le meilleur gouvernement lui paraît-il toujours celui qui existe ? Il semble qu'on puisse appliquer à la France, dans cet ordre d'idées, ces mots de Shakespeare : "Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark."

Il est probable que l'excès du mal finira par provoquer une vigoureuse et salutaire réaction. Déjà on signale un réveil patriotique et religieux propre à faire envisager l'avenir avec confiance. Les classes instruites, l'élite de la nation, reviennent au catholicisme de leurs pères. La masse n'a pas encore suivi le mouvement, mais on assure que cela viendra avant longtemps. La conscience publique est fatiguée de toutes ces violences contre la religion. On semble comprendre plus que jamais que si l'on veut que la société française redevienne la plus

grande des sociétés humaines, ce ne sera qu'à la condition de représenter la plus haute civilisation chrétienne. Si tous les Français étaient franchement religieux et pratiquants, le pays, au lieu d'être la proie des convulsions qui l'agitent, jouirait d'une paix profonde et ferait la loi au monde entier. La piété n'engendre pas la pusillanimité et la paresse. La religion bien comprise n'abat et n'amollit point le cœur; elle seule sait former de grands hommes.

Voilà ce qui devrait être, ce qu'il ne faut pas désespérer de voir un jour. Mais il s'agit ici, pour le moment, de considérer les choses telles qu'elles existent.

La condition vexatoire qu'on a faite aux Français qui, tout en donnant au régime établi leur franche et entière adhésion, ne veulent point en même temps renier la foi de leurs pères, doit dicter leur ligne de conduite. Ils doivent prendre l'offensive et revendiquer par des actes leurs droits à la justice et à la liberté. Avant tout, ils doivent s'organiser, prendre une part active aux élections, ne donner leur appui qu'à des candidats connus par leur patriotisme et leur honnêteté. Dieu ne sauve que ceux qui s'aident eux-mêmes.

De même que pour le gouvernement, on compte trop sur le clergé; on croit que le clergé et les religieux seuls vont organiser la résistance. "Faites face aux sectaires, nous sommes 36 millions à faire des vœux pour vous", semble-t-on dire.

Quand chaque Français apprendra-t-il donc à compter aussi sur lui-même et à exercer dans sa sphère d'action toute l'influence dont il peut disposer? Par proportion et conformément à notre état, nous sommes même "obligés", comme les prêtres, disait Bourdaloue, "de prendre en mille occasions qui se présentent les intérêts de Dieu, de combattre les ennemis de sa gloire et de maintenir la pureté de son culte. Si Dieu est votre Dieu, que ne prenez-vous la parole, que n'agissez-vous, que ne combattez-vous pour lui?" Se taire, c'est, ajoute-t-il, "donner aux ennemis de Dieu, à l'impiété, au vice, tout l'avantage qu'ils demandent, car le libertinage (c'est-à-dire la libre pensée)

ne demande pas précisément d'être applaudi; il se contente qu'on le tolère. Quand donc vous le laissez en paix, vous lui accordez tout ce qu'il prétend. Avec cela il ne manquera pas de prendre racine, et, sans avoir besoin d'autre secours, il saura bien se fortifier et s'étendre."

Ne peut-on pas imiter la conduite des sectaires et des francs-maçons eux-mêmes, ces ennemis acharnés de la vérité et de la liberté? Patronages, cours d'adultes, universités populaires, conférences, mutualités scolaires, associations d'anciens élèves, il n'est pas de procédé qu'ils n'imaginent et qu'ils n'emploient afin de mettre la main sur l'adolescence; ils ne prouvent que trop ce que peut faire une minorité unie, tenace et résolue.

Je sais qu'il ne manque pas en France de cœurs généreux qui se dévouent sans réserve, qui prennent toutes les initiatives, soutiennent toutes les œuvres, supportent toutes les charges; combien qui se prétendent catholiques demeurent à l'écart, restent dans une apathie que rien ne peut vaincre. Se mêler au monde, réfuter les erreurs, détruire les préjugés qui tiennent éloignés de l'Eglise tant d'esprits de bonne foi, répandre la bonne parole tout en pratiquant les devoirs de son état, savoir, à l'occasion, parler haut et ferme de façon à être entendu et compris de tout le monde, voilà la manière la plus efficace de collaborer à l'action sociale du clergé; voilà le meilleur apostolat auquel un laïque puisse se livrer.

Sa sollicitude doit encore se reporter sur les écoles, les patronages, les cercles, les journaux, les conférences et à la formation d'une vaste et forte organisation électorale. S'il ne peut pas donner d'argent, il peut donner son temps, mais au moins son vote au jour du scrutin.

Sans doute, tout n'est pas parfait dans notre Amérique; nous avons bien aussi nos misères; mais au moins un homme, chez nous, compte pour quelqu'un, et il ne s'attend pas que personne va se substituer, pour la réussite de ses affaires, à sa propre initiative.

En Chambre, les catholiques devront, comme en Allemagne,

se constituer en parti d'action pour la défense des droits du catholicisme et la sauvegarde des intérêts de la société. S'attarder à en appeler à leurs droits, en énumérer les titres, en exposer la légitimité, c'est peine perdue vis-à-vis les gens à qui ils ont affaire; c'est l'offensive qu'ils doivent prendre: réclamer, exiger, commander. " Si le gouvernement frappe les catholiques, écrivait-on avec raison il y a quelques mois, c'est uniquement parce qu'il les suppose faibles." Qu'ils parlent aussi souvent et aussi haut que leurs ennemis, et c'en sera bientôt fait de l'infime minorité qui les tyrannise.

En agissant ainsi, non seulement ils forceront le gouvernement à renoncer à ses projets de persécutions, mais ils finiront par devenir la majorité et à gouverner eux-mêmes.

" L'occasion, écrit un contemporain, ne fut peut-être jamais plus favorable que le moment présent pour favoriser ce mouvement de concentration. Les gens tant soit peu sensés constatent que la guerre à l'idée religieuse n'a rien produit de bon; que les alliances et les compromissions avec les partis avancés n'ont servi qu'à hâter le mouvement socialiste et révolutionnaire; que la politique de secte n'a créé que des divisions et des malaises dans le pays; que l'exclusivisme républicain a nui aux affaires et à la prospérité générale.

" C'est le commencement de la sagesse. Il n'est rien de tel que les intérêts pour éclairer les esprits. Le mécontentement quasi général qui se manifeste à l'heure actuelle est un élément de renouvellement de l'ancien corps électoral. Le ministère Waldeck-Rousseau a plus nui à la République, dont il s'était fait le défenseur, qu'il ne lui a servi. L'exhibition du drapeau rouge, l'agitation gréviste, l'organisation du parti socialiste, qu'il a permises ou tolérées, ont fait ouvrir les yeux sur une situation qu'on ne voulait pas voir jusque-là. Beaucoup ont compris que le péril socialiste était plus sérieux que le péril clérical; beaucoup ont reconnu la nécessité de revenir à un système de gouvernement plus sage, à une politique plus conservatrice."

Il ne s'agit pas de faire une révolution, d'essayer à changer

la forme du gouvernement du pays. Le régime républicain est bon en soi, pourvu que les hommes qui se l'appliquent aient des principes, sachent se gouverner eux-mêmes et soient dignes de la liberté. Ce régime politique est celui dont nous jouissons ici au Canada, sous un autre titre, et nous en sommes grandement satisfaits. Nous dirons donc avec M. Lemaître :

“ Nous voulons une République qui mérite ce nom et qui ne soit pas contradictoire à son principe. La République est le gouvernement de tous dans l'intérêt de tous. Les exceptions, les proscriptions, les actes arbitraires et tyranniques, odieux dans une monarchie, sont des crimes sans nom dans une république. C'est nous, les opposants, qui sommes les républicains et les démocrates: nos gouvernants et leurs complices ne sont, présentement, qu'une oligarchie factieuse.

“ Nous voulons la République de tout le monde, et non plus la République des francs-maçons. Plus de lois persécutrices, de ces lois qui restreignent les droits de telle ou telle catégorie de citoyens, et qui violent le principe sacré de l'égalité de tous devant la loi. Nous demandons le maintien, à nos risques et périls, de la liberté d'enseignement, de cette liberté qu'on menace obliquement et avec la plus ignoble hypocrisie. Et nous demandons la liberté d'association, qui est de droit naturel. Ce droit, à vrai dire, devrait être sous-entendu, et sans même être inscrit dans nos Codes, s'exercer sous le régime du droit commun.

“ Ce droit d'association, toutes les monarchies d'Europe, même l'Espagne, même l'Autriche, le possèdent; et nous, République, nous ne l'avons pas! ou plutôt, — ce qui est encore plus révoltant — il n'existe chez nous, en fait, que pour un parti. Et quand on sait combien ce droit pourrait être bienfaisant; quand on sait qu'il permettrait à la démocratie de s'organiser, de se “ hiérarchiser ” librement, et, peut-être, de résoudre une par une les questions sociales, on se sent pénétré de douleur et de colère en songeant qu'une faction maîtresse des pouvoirs publics détient pour elle et nous refuse ce droit primordial, et

transforme ainsi en instrument de tyrannie ce qui devrait être un agent de progrès et de salut national.”

\* \* \*

Pourquoi, me dira peut-être le lecteur canadien, cette enquête sur les misères de la France? Est-ce que cela nous regarde? Ne convenait-il pas mieux de ne rien dire que d'exposer ainsi aux yeux de nos concitoyens étrangers les fautes de notre patrie d'origine?

Quelques mots d'explication sont ici nécessaires. Je comprends les scrupules de mon compatriote; je les ai éprouvés moi-même, et j'ai longtemps hésité avant d'entreprendre le présent travail. Nous nous réclamons de la France avec fierté; nous l'aimons, non pas plus la France d'un temps plutôt que d'un autre, mais nous l'aimons à la façon des Anglais qui aiment l'Angleterre, les Allemands, l'Allemagne, et nous sommes aussi sensibles à sa gloire que s'il s'agissait de notre propre pays. Nous avons dans la vieille patrie de nos pères des amis généreux et dévoués, qui pensent à nous, qui parlent de nous, qui nous veulent du bien. Le bon souvenir qu'ils nous portent émeut nos cœurs reconnaissants, et nous savons fort bien distinguer ces Français patriotes d'avec ceux qui, depuis ces vingt dernières années, préparent la déchéance du pays qui fut “le plus beau royaume après celui du ciel.”

D'ailleurs, et personne ne s'y trompera, mes remarques ne portent nullement sur la “France des Français”, mais sur les sectaires qui la déshonorent et la ruinent. Et si je me les suis permises, c'est que, moi aussi, quoique je ne sois pas Français de France, “j'éprouve une véritable colère contre les malfaiteurs qui, pris d'une démence inconcevable, prétendent — eux-mêmes ont forgé le mot — “déchristianiser” la France. Certes! ils n'y parviendront pas. C'est la destinée de l'Eglise d'être toujours militante en ce monde; ce ne sont que des mouvements de flux et de reflux, et, en ce moment précis, nous sentons bien tous que le flot monte. Mais est-il, en vérité, une

plus mauvaise action que de ravir au peuple la foi et la prière? Car elles sont faciles à ces humbles de cœur — c'est même un de leurs privilèges — et ils y trouvent mieux que nous autres en qui repousse toujours la mauvaise herbe de l'orgueil, un admirable viatique pour le dur voyage de la vie. Hélas! à l'heure qu'il est, un mal énorme a été fait, il s'aggrave tous les jours, et l'on nous prépare des générations de malheureux qui s'agitent entre la révolte et le désespoir (1).”

Ce sera le fruit de l'enseignement public athée que la secte qui gouverne en ce moment a imposé au pays. Chaque jour, dans toutes les villes comme dans les plus humbles hameaux, elle s'efforce, au moyen de ses lois scolaires, d'éteindre dans le cœur de l'enfant la croyance chrétienne, d'élever de nouvelles générations étrangères à toute foi religieuse. C'est là un état intolérable pour une nation catholique.

Et ce n'est pas seulement de l'autre côté de l'Atlantique que l'on prépare des générations de malheureux qui s'agitent entre la révolte et le désespoir, mais jusque dans notre pays où l'on vient nous prôner des doctrines les plus subversives.

Après la Commune de Paris, en 1871, un certain nombre de mécréants vinrent s'échouer sur nos rivages, se répandant un peu partout, mais principalement dans la métropole commerciale du pays. Depuis, à côté de braves et honnêtes Français qui sont venus prendre place à notre foyer et que nous sommes toujours heureux d'accueillir avec la plus cordiale sympathie, les considérant comme de précieuses acquisitions, il nous est arrivé de tristes spécimens de la vieille Europe, de la France du 19<sup>e</sup> siècle, gens à l'esprit tout imbu de doctrines socialistes, à la parole facile, maniant le sophisme avec assez d'habileté et ne manquant point de s'en servir pour propager, au milieu de notre honnête et paisible population, des théories aussi illusoire que funestes. Il y a quelques mois les tribunaux du pays flétrissaient un de ces corrupteurs des mœurs et des croyances. Ostensiblement, c'est un des nôtres qui a été puni, à titre de pro-

(1) Coppée.

priétaire de la publication dans laquelle a paru l'article incriminé, mais personne n'ignore que cet individu n'en est point l'auteur; la "plume étrangère" dont il a alors été question, en indique assez la provenance.

N'a-t-on pas osé écrire les lignes suivantes, il n'y a pas encore trois ans, dans une autre misérable petite feuille de Montréal, à propos du système d'écoles laïques, gratuites et obligatoires: "Ce que nous avons prêché, ce que nous demandons pour le Canada, c'est l'instruction laïque, gratuite et obligatoire, fondement de toute démocratie instruite et utile.

"Nous ne prétendons pas avoir réussi à faire triompher ce programme: ce serait trop beau. La France, notre mère patrie, a mis des siècles à en arriver là; mais voyez donc ce que nous avons obtenu déjà!"

Téméraire et insolente provocation, sans laquelle le présent travail n'aurait peut-être jamais paru. Quoique notre enquête eût pu être encore plus complète, nous croyons avoir suffisamment démontré, pour ce qu'ils ont de glorieux, les résultats que la France a "obtenus déjà", et qui ne manqueront pas de s'accroître sous l'enviable régime des écoles que les sectaires lui ont imposées (1).

(1) L'éducation étant une de ces œuvres humaines toujours susceptibles de progrès, nous reconnaissons volontiers qu'il y a des réformes à opérer dans notre système d'enseignement; nous pourrions même ajouter que nous ne nous abusons nullement sur les améliorations qu'il serait utile d'y introduire. Il suffit de se tenir un peu au courant du mouvement scientifique et littéraire de l'Europe et même des Etats-Unis pour s'apercevoir des lacunes qui, sous ce rapport, existent chez nous. Aussi bien, n'avons-nous eu, jusqu'ici, pour ainsi dire, que le temps de faire le plus pressé: défricher nos terres incultes. La colonisation est encore à l'heure présente l'œuvre nationale par excellence. Ce qui importe le plus à notre prospérité future, c'est de prendre de fortes et profondes racines sur ce sol que nous ont conservé nos aïeux. Cela ne nous a pas empêchés d'avoir déjà toute une galerie de poètes et de littérateurs qui pourraient figurer avec avantage parmi les écrivains des peuples de formation récente. Il y a à peine un siècle que l'Allemagne s'est créé une littérature nationale, et la littérature russe ne fait que de commencer à faire parler d'elle. D'ailleurs, nous connaissons toujours assez tôt, pour ce qu'ils valent, les raffinements d'une civilisation rendue à son terme. Quoi qu'il en soit, nos gouvernants s'occupent, de concert avec ceux qui ont charge d'âmes, à réformer, rendre meilleur, plus efficace, plus approprié à nos besoins du moment, notre régime scolaire.

D'autre part, maintenant que nous augmentons en nombre, que nous com-



Et comme ces sectaires sont les mêmes partout, leurs congénères émigrés en ce pays, par leurs paroles, par leurs actes et par leurs écrits, ont affaibli chez un certain nombre de Canadiens peu réfléchis et peu instruits ou à mauvaises tendances, les sentiments religieux et patriotiques qui les distinguaient il n'y a pas plus d'un quart de siècle. Ils ont même réussi à former en ce genre quelques roquets qui s'essayent à aboyer contre les belles, les saintes et consolantes croyances qui, je le jurerais presque, faisaient encore toute la joie et l'orgueil de ceux mêmes à qui ils doivent le jour. Ces adeptes du communisme, depuis vingt ans, ont fait plus de mal à notre population canadienne de Montréal que vingt conquêtes saxonnes, suivant l'expression pittoresque d'un de mes amis.

A voir le désordre dans les idées qui s'introduit chez nous depuis quelques années, ce crétinisme intellectuel qui s'appelle le scepticisme dont quelques-uns des nôtres semblent être atteints, l'oblitération du sens moral chez un grand nombre, le risque que l'on court de sacrifier avec une vacuité dans la pensée vraiment inconcevable l'héritage de foi et de patriotisme que nos pères nous ont légué, on dirait qu'un vent de folie et d'aveuglement souffle sur notre pays.

Quand j'entends parfois des jeunes gens traiter avec légèreté des questions de religion ou de patriotisme, je n'y attache pas grande importance, sachant que le temps, qui en a guéri bien d'autres, corrigera probablement aussi chez eux les oublis d'une jeunesse inconsidérée; mais le Canadien instruit, d'âge mûr,

mençons à nous relever des désastres accumulés du siècle dernier; maintenant que la fortune se plaît à couronner nos efforts et que plusieurs d'entre nous jouissent même de grands revenus, nous allons sans doute nous intéresser à la question de l'éducation autrement qu'en critiquant le système actuel; nous lui donnerons un puissant essor en dotant richement nos universités qui, comparées aux universités anglaises sous le rapport de l'outillage scientifique, sont dans un état d'infériorité déplorable. Nous verrons à ce que nos écoles destinées à former des spécialistes puissent le faire avec avantage; et, comme rien ne nous en empêche, nous en établirons même de nouvelles s'il est nécessaire; nous fonderons des bibliothèques publiques, etc. Voyez ce que font dans cet ordre de choses nos concitoyens anglais. Quel zèle, quel désintéressement, quel dévouement même ils apportent à tout ce qui peut servir chez eux la cause de l'éducation!

qui n'aime point l'Église, qui médit de son évêque ou de son curé, me fait toujours songer à celui qui, enfant, faible, constamment exposé à perdre la vie, ne doit l'existence qu'aux privations, aux soins et aux sollicitudes d'une tendre mère, contre laquelle, parvenu à âge d'homme, il se retourne avec un geste de méchanceté, l'abreuvant d'outrages et de chagrins.

Pour qui connaît l'histoire de notre pays, c'est un crime de lèse-nationalité que de chercher maintenant à jeter de l'odieux sur un clergé qui, au moment de l'abandon de la colonie par la France, lorsqu'il n'est resté ici que de modestes trafiquants et la classe des cultivateurs réduite à la dernière pauvreté, s'est constitué le défenseur de ce petit peuple, l'a encouragé, guidé dans les mauvais jours qui sont ensuite survenus, et en a fait une nation forte et respectée. Il a, au prix d'onéreux sacrifices, fondé des écoles où les fils de ces abandonnés ont été instruits et ont pu, dès le début du nouveau régime, lutter avec avantage pour la sauvegarde de nos privilèges jusqu'à mériter l'admiration de ceux mêmes qui voulaient notre anéantissement. Et si, à l'heure qu'il est, nous sommes probablement le peuple le plus heureux et le plus vraiment libre du monde, nous devons ces bienfaits à l'Angleterre sans doute, mais grâce à notre clergé et aux hommes qu'il a formés.

Nos évêques et nos prêtres, enfants du peuple, n'ont toujours fait qu'un avec lui, et il n'est pas un seul Canadien-Français digne de ce nom, et pour peu qu'il connaisse l'histoire de son pays, qui ne porte religieusement ce souvenir dans son cœur, et ne se sente saisi de mépris envers ceux, étrangers ou autres, assez coupables pour chercher à indisposer aujourd'hui le peuple contre ce même clergé ou contre les institutions religieuses du pays en général.

N'oublions jamais que si nous sommes maintenant quelque chose dans l'Amérique du Nord, que si nous parlons encore français dans la province de Québec, si nous possédons le respect et l'estime de nos concitoyens anglais, si nous avons même le légitime espoir, non seulement de conserver notre auto-

mie, mais de former plus tard un grand peuple, et nous l'avons cette ambition, nous devons tout cela au soin que nos pères ont eu de nous léguer intact notre héritage chrétien et catholique; et si jamais nous avions le malheur de perdre ce précieux héritage, de ce jour-là même daterait, abstraction faite de nos intérêts éternels, notre déchéance nationale, la perte, plus ou moins éloignée, mais certaine, de notre langue, et notre absorption finale par l'élément anglo-saxon ou yankee.

Ne prêtons donc point l'oreille aux maximes du pyrrhonisme contemporain; méprisons, comme elles le méritent, toutes ces théories aussi abêtissantes que criminelles que des déclamateurs cherchent à répandre dans notre pays.

A l'exemple de nos aïeux, qui, certes! honorèrent l'époque où ils vécurent, restons attachés à notre foi. Qu'elle soit toujours pour nous le guide de nos actions, qu'elle les inspire et les domine toutes: nous continuerons ainsi à progresser et nous assurerons notre future grandeur nationale.

*Un du pays.*



# LES CHINOIS

---

## I

Le siècle qui finit lègue à celui qui le remplacera demain un héritage peu enviable. La guerre est partout, guerre étrangère et guerre sociale, guerre de classes et guerre de races. L'Europe déjà bien vieille aura fort à faire pour éteindre les incendies si imprudemment allumés.

C'est la Chine qui constitue en ce moment le péril le plus immédiat. Les missionnaires, les chrétiens indigènes, les ingénieurs, les étrangers, quelle que soit leur nationalité, les diplomates eux-mêmes accrédités auprès du gouvernement chinois sont égorgés; les femmes ne sont pas épargnées par les hordes révolutionnaires. Les écoles, les églises, les habitations des Européens, celles des indigènes qui passent pour leur être favorables, sont incendiées; les chemins de fer, les lignes télégraphiques établis sur la foi des traités sont détruits par les Boxers (1), avec la complicité aujourd'hui évidente du Tsung-li-Yamen (2) et de la vieille impératrice.

Telles sont les nouvelles grossies par des rumeurs plus graves encore que les télégrammes apportent chaque matin. C'est le "Mane-Thecel-Pharès" écrit en lettres de feu et de sang sur notre brillante Exposition qui hynoptise trop les esprits en France et fait trop oublier le menaçant avenir qui demain sera le présent.

(1) Nous ignorons la signification ou l'origine du mot *Boxer*. Le nom qu'ils se donnent est traduit en anglais par *Sacred Harmony Fist*. Je ne sais le rendre en français.

(2) Le *Tsung-li-Yamen* a été créé en 1861 pour recevoir les réclamations des diplomates étrangers. Il comptait à l'origine 3 membres. Depuis, leur nombre a été porté à 11.

Ce n'est guère le moment d'apprécier les faits encore trop mal connus, de dégager les responsabilités encourues.

Nous devons, avant tout, éteindre l'incendie et quelles que soient les difficultés de la tâche, venger les nôtres si cruellement, si odieusement assassinés. Il faut assurément pour cela employer des moyens plus énergiques que ceux employés jusqu'à ce jour, mettre en mouvement des armées plus nombreuses que les quelques bataillons que nous voyons successivement partir de tous les pays d'Europe, aussi de l'Amérique et de l'Asie. Tous les continents sont représentés dans cette croisade légitime et nécessaire.

Déjà, cependant, on doit demander comment une insurrection aussi formidable a pu se préparer de longue main, s'organiser, étendre ses ramifications sur la plus grande partie de l'empire, sans que les légations établies à Péking, sans que les innombrables consulats entretenus à grands frais aient rien prévu, rien soupçonné. Uniquement préoccupés de leurs mesquines ambitions, de leurs rivalités internationales, de leurs désirs d'obtenir des concessions nouvelles, ils n'ont rien vu ou peut-être n'ont-ils rien voulu voir! Les symptômes prémoniteurs ne manquaient cependant pas. Après la révolution de palais qui a renversé l'empereur pour le remplacer par l'impératrice, chef du parti rétrograde, les propos les plus violents se tenaient publiquement. Son général favori déclarait qu'il jetterait les diables étrangers dans la mer Jaune, et un mandarin des plus influents auprès d'elle réclamait la peau d'un chrétien pour en garnir sa robe. Tels étaient les sentiments hautement exprimés par l'impératrice elle-même. Nos diplomates ont tout ignoré! Je ne connais pas de meilleure application des paroles du Psalmiste: "Ils ont des yeux pour ne pas voir, des oreilles pour ne pas entendre." Aujourd'hui, il faut que des milliers de victimes innocentes meurent, pour réparer cette criminelle incurie!

Les ingénieurs, les commerçants, les banquiers, qui ont trouvé des employés chinois fidèles, morts avec eux et pour eux,

sont restés dans cette même ignorance. Je sais bien que nos intérêts en Chine sont de faible importance; ceux de l'Angleterre, de l'Allemagne, des États-Unis, de la Russie sont autrement considérables. Les gouvernements de ces pays paraissent n'avoir pas été mieux informés que le nôtre (1). Les journaux anglais imprimés en Chine, le "Shen-Pao" de Shang-hai, le "Chinese Progress" de Hong-Kong, d'autres encore généralement au courant de la situation du pays, sont restés muets. Il est probable que cette formidable insurrection a été préparée par les sociétés secrètes qui pullulent en Chine; mais comment leur action néfaste a-t-elle totalement échappé à ceux qui avaient un intérêt si considérable à la connaître?

Il faut admettre que les Chinois ont des griefs sérieux. Les races occidentales, dans leur force et dans leur puissance, ont écrasé la race jaune. "Nous devons regretter, dit un journal russe, le "Viedomosti" (2), le massacre de nos missionnaires et de nos ingénieurs, nous devons pleurer le sang versé, celui qui le sera probablement encore; mais il faut se placer au point de vue du malheureux Chinois, de cette race qui a subi une oppression sans exemple, à qui les peuples de l'Europe n'ont pas craint, en temps de paix, de flibuster port après port, hinterland après hinterland. Cette race à la fin devait être réduite au désespoir, se lever en masse contre ses oppresseurs et avec la connivence ouverte ou secrète de son gouvernement préparer des catastrophes dont nul ne peut prévoir l'issue."

Il y a du vrai dans ces paroles du "Viedomosti", mais il est étrange de les trouver sous la plume d'un écrivain russe, comme si ce n'étaient pas les Russes qui récemment encore pratiquaient avec le plus d'ardeur les spoliations qui les indignent aujourd'hui. A-t-on déjà oublié la saisie de Port-Arthur et de son territoire violemment enlevés aux Japonais à qui ils appar-

(1) M. Brodrick, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, en est convenu à la chambre des Communes.

(2) Juin 1900. Le *Viedomosti* passe pour un organe officieux du gouvernement russe.

tenaient de par la victoire? Ce ne sont pas des protestations hypocrites qui peuvent effacer ces faits de l'inexorable livre de l'histoire. Mais laissons là le passé, il n'appartient plus aux hommes. Je me demande, en voyant les faibles contingents envoyés par les gouvernements intéressés, s'ils comprennent la gravité des événements, la gravité de ce fait d'un peuple de 400 millions d'hommes gagné à l'insurrection, et les difficultés de la tâche immense qui leur incombe.

Nous ne sommes plus aux jours encore si peu éloignés de nous, où les Célestes plaçaient sur leurs forts des monstres en carton, aux figures hideuses et grimaçantes. Ils se figuraient, dans leur naïveté, que leur seule vue épouvanterait les Européens et les obligerait à une rapide retraite (1). Nous ne sommes même plus au temps, où le commandant Campenon (2), envoyé pour reconnaître les fortifications de Péking, était surpris de voir les murailles garnies de nombreux canons et auprès de chaque pièce des artilleurs en tenue de combat. En les examinant à l'aide de sa lunette, il fut plus surpris encore de leur immobilité qui dépassait les limites de la plus stricte discipline. Il résolut d'en avoir le cœur net et, s'avançant avec précaution, il grimpa sur une anfractuosité et reconnut que les canons étaient en bois et les artilleurs à la tenue martiale des poupées!

Les moyens d'attaque qu'ils imaginaient étaient à la hauteur de leurs moyens de défense. Après la prise des forts du Peï-Ho, on trouva dans la tente du général en chef un plan où figurait des taureaux chargés d'explosifs de toute sorte. A leurs queues étaient attachées des pièces d'artifice. A un signal donné, on devait y mettre le feu et chasser les taureaux furieux sur l'armée alliée qu'ils mettraient en déroute!

Mais déjà en 1860, les Chinois possédaient des moyens de dé-

(1) Lord Wolseley vit, en 1860, à l'arsenal de Ting-Haï, d'immenses boucliers portant de semblables figures.

(2) Depuis général de division et ministre de la guerre. Lord Wolseley, alors colonel, avait aussi trouvé les remparts de Reh-tang garnis de canons de bois cerclés de lanières de cuir.

fense plus considérables que des monstres en carton ou des canons en bois. Dès 1856, des difficultés étaient survenues, la saisie d'une barque avait décidé l'amiral Seymour à attaquer Canton. Les Chinois, avec leurs arcs et leurs mousquets à mèche, forcèrent les Anglais à la retraite. Les forces britanniques, il est vrai, étaient notablement insuffisantes. Trois ans après, les ministres de France et d'Angleterre, M. de Bourboulon et M. Bruce, se rendaient à Péking avec une petite escadre de bateaux à vapeur, de canonnières et de transports. Ils arrivaient le 20 juin, aux forts du Peï-Ho; le fleuve était barré au moyen de fortes estacades. C'était la guerre. Après quelques pourparlers, le combat s'engagea, il dura deux jours, les 24 et 25 juin, terrible dans l'attaque comme dans la défense; malgré l'héroïsme des officiers anglais et français, il fallut, après un débarquement des plus meurtriers, se résigner à la retraite. Plus de 430 Anglais et 15 Français étaient hors de combat. L'amiral Hope et le commandant Tricault, qui avaient vaillamment payé de leurs personnes, se trouvaient parmi eux. Les navires, pour la plupart fortement endommagés, durent se réfugier à Shang-hai.

Il était impossible que deux grandes puissances comme la France et l'Angleterre acceptassent la situation que leur créait cet échec. Une expédition fut résolue et placée sous les ordres du général Cousin de Montauban, elle se composait de 20,000 hommes accompagnés de ce que l'on regardait alors comme une puissante artillerie (1).

Ce n'est pas ici le lieu de dire les péripéties de cette campa-

(1) Le contingent français se montait à 7,480 hommes, sans compter les officiers. Il comprenait deux brigades d'infanterie et 1,200 artilleurs avec 30 canons. Les Anglais, sous les ordres de sir Hope Grant, étaient au nombre de plus de 12,000, tirés en partie de l'armée indienne. Ils formaient 11 régiments d'infanterie, 3 compagnies du génie, 4 batteries d'artillerie et 6 régiments de cavalerie. Ils étaient suivis de 4,000 coolies et de nombreux transports. (Varin, *Expédition de Chine*, Paris, 1862. — Wolseley, *Narrative of the China War*, London, 1862.) Les Indiens appartenaient à je ne sais combien de sectes différentes, et chaque secte avait droit à des vivres spéciaux, préparés par des cuisiniers spéciaux. On peut se figurer ce que devaient être, dans ces conditions, les difficultés de l'intendance.



gne; notre seul but est de montrer les difficultés et les dangers qui l'ont marquée, difficultés et dangers qui seraient centuplés aujourd'hui, on peut le dire sans exagération.

Le 13 octobre les alliés firent leur entrée à Péking après des combats assez vifs à Tchiang-kia-ouang et à Pa-li-kao (1). Ils avaient couru de sérieux dangers, et rien n'eût été plus facile à l'ennemi, raconte le comte de Palikao lui-même, que de couper leurs communications et de gêner considérablement leur ravitaillement. Si le général tartare San-ko-li-tsin avait su se servir de l'innombrable cavalerie réputée excellente sous ses ordres, la position des alliés eût certainement été fort critique. Ce n'est pas le courage qui a manqué aux Chinois, mais bien les connaissances stratégiques les plus élémentaires. Ils savaient mourir, ils ne savaient pas se défendre.

Les généraux ne se méprirent pas sur la situation. Ils étaient bien à Péking, mais comment en sortir? L'hiver approchait; les vivres et les munitions diminuaient rapidement et on était à plus de 200 kilomètres de la flotte, base des opérations des alliés. Les ambassadeurs (2) pressaient vainement la signature du traité de paix dont toutes les conditions avaient été discutées et acceptées. Les Chinois avaient-ils connaissance de nos embarras? Cela est possible. C'était une raison de plus pour nous d'en finir à tout prix avec les lenteurs calculées et la duplicité traditionnelle de leur diplomatie. Un ultimatum fut envoyé: si le 23 octobre tout n'était pas terminé, le palais impérial devait être incendié, et comme pour prouver que ce n'était pas là une vaine menace, les Anglais mirent le feu au palais d'Été. L'effet fut immédiat; dès le lendemain, le traité était signé et les alliés pouvaient quitter la Chine.

Les dépenses de la France pour l'envoi et l'entretien du corps expéditionnaire avaient été de 80 millions. Il serait pué-

(1) Le général Ignatieff, alors représentant de la Russie à Péking, rapporte que dans cette dernière affaire, les alliés eurent à combattre 55,000 Chinois et plus de 30,000 cavaliers tartares.

(2) Les ambassadeurs étaient lord Elgin et le baron Gros.

ril de croire que, dans la situation actuelle, on s'en tirera à aussi bon compte.

On connaît fort mal la force réelle de l'armée chinoise; on ne sait même pas si cette armée régulière s'est jointe aux Boxers, bien que le bombardement des concessions étrangères à Tien-Tsin et les nouvelles qui arrivent de tous les côtés semblent le prouver surabondamment. Le major Marshall, un des officiers qui connaissent le mieux cette armée, l'évalue à plus de 900,000 hommes. Les soldats de la Bannière, les Leih-ying ou soldats de l'Étendard vert, les Braves, les Chien-chun ou soldats disciplinés, les levées locales enfin, forment ce que l'on peut appeler l'armée impériale, forte d'environ 205,000 hommes (1). Les réserves, qui comprennent les hommes valides de seize à soixante ans, forment le second ban au nombre, croit-on, de près de 700,000 hommes (2).

Leur armement est aussi peu connu que leur nombre. Récemment les arsenaux, en prévision sans doute des événements que l'on préparait, ont livré un certain nombre de canons à tir rapide et à longue portée. Ces arsenaux possèdent aussi un stock important de maxims, de mitrailleuses, de fusils de rempart du modèle Mauser ou Mannlicher, fabriqués par des ingénieurs chinois, transportés et servis par deux hommes. Il a été tout récemment décidé d'armer toute l'infanterie avec un fusil du même modèle et c'est le fusil Lee qui a été adopté;

(1)	Mandchoux réguliers .....	50,000
	Mandchoux irréguliers .....	20,000
	Les Braves .....	125,000
	Les Chien-chun .....	10,000
		<hr/>
		205,000
(2)	Les troupes de Péking .....	13,000
	Soldats de la Bannière .....	75,000
	Soldats provinciaux .....	95,000
	Luh-ying .....	506,000
		<hr/>
		689,000

Tous ces chiffres sont fort hypothétiques; nous les donnons pour ce qu'ils valent.

mais dans l'état d'anarchie où le pays est plongé, rien sans doute n'est même commencé. Avec un modèle exact, leurs arsenaux peuvent fabriquer toutes ces armes; ils peuvent aussi livrer de la poudre sans fumée; mais leur artillerie vient d'usines étrangères et elle a été achetée en grande partie par Li-Hung-Chang, lors de son voyage triomphal en Europe et en Amérique.

Cette énumération fait bien sur le papier. Mais que valent ces armes? Que valent les hommes qui auront à s'en servir? Que valent surtout les mandarins militaires si peu respectés qui les commandent? Toute la question est là. Il est certain que dans la guerre contre les Japonais, les Chinois ont fait une triste figure. Comment s'en étonner, dit lord Charles Beresford, des milliers de ces malheureux ne connaissaient même pas de vue un fusil et, fait à peine croyable, on leur distribuait des cartouches de treize modèles différents. Le patriotisme qui aurait pu les soutenir est un sentiment inconnu au Chinois. Il est remplacé par une haine féroce contre les diables étrangers, haine dont nous voyons aujourd'hui les terribles résultats. Cette haine sera-t-elle suffisante pour discipliner ces masses, pour les décider à une lutte sérieuse et prolongée? Se trouvera-t-il un homme qui saura les diriger? Les événements en décideront et nous ne pouvons qu'élucider un des côtés de la question en étudiant le caractère intime du Chinois. C'est ce que nous allons entreprendre.

## II

La race jaune est-elle capable de relèvement? Grande et mystérieuse question qui, selon la solution qu'elle recevra, décidera pour des siècles de l'avenir de la Chine et peut-être de l'humanité elle-même. Malheureusement nos connaissances anthropologiques sur cette race sont trop incomplètes pour nous guider, et c'est aux faibles lueurs de l'histoire et à l'observation des Chinois actuels qu'il faut avoir recours. On cite

l'exemple du Japon dont la régénération et la rapide adaptation aux progrès modernes ont singulièrement surpris ses amis comme ses ennemis. Mais les Japonais n'appartiennent pas à la race jaune pure ; on constate chez eux de nombreux mélanges et peut-être se rapprochent-ils plus des Coréens que des Chinois.

Tout diffère d'ailleurs entre ces deux peuples voisins : le caractère des habitants, les traditions historiques, l'éducation nationale. Aucune comparaison n'est possible entre la Chine, foncièrement démocratique sous les apparences d'une monarchie absolue, et le Japon, élevé comme nous le fûmes nous-mêmes à la rude mais salutaire école de la féodalité. L'exemple des Japonais est donc insuffisant pour permettre une affirmation.

En général, les Français qui ont vécu en Chine jugent les Célestes avec une extrême défaveur. Le docteur Matignon, médecin de la légation de France à Péking, les déclare absolument indignes de sympathie (1). " Leur caractère, dit-il, est un mélange d'orgueil insensé, d'égoïsme, de fatalisme, que la lutte pour la vie, le lot de la plupart d'entre eux, a singulièrement développé. La bonté, l'altruisme, la reconnaissance (2), sont pour eux des sentiments inconnus, des mots vides de sens. D'autres, plus sévères encore, les déclarent fourbes, lâches, menteurs, de la plus profonde immoralité (3) ; humble devant la force, insolents devant la faiblesse ; plus on gravit les degrés de l'échelle, plus la corruption est grande, plus le mensonge invétéré. Leur férocité est légendaire, et long serait le martyrologe des Européens, des chrétiens qui ont péri sous leurs coups et souvent au milieu de cruelles tortures. Le temps des re-

(1) *Superstition, crime et misère en Chine*. — Lyon et Paris, 1899.

(2) Les malheureux qui sortent des hôpitaux, où ils ont été soignés par les médecins et par les religieuses avec un admirable dévouement, n'en conservent pas l'ombre de reconnaissance et sont les premiers à susciter des difficultés à leurs bienfaiteurs. (Matignon, *l. c.*, p. 506.)

(3) Il est des détails dans lesquels je ne puis entrer ici, et que l'on trouvera dans le livre du docteur Matignon.

présentants des puissances à Péking se passe en plaintes qu'il est rare de voir aboutir. Si même elles aboutissent, les chefs, les véritables auteurs du crime, échappent à toute punition. Sur les énergiques représentations d'un de nos agents, trois mandarins avaient été condamnés à mort pour le barbare assassinat de quelques malheureux missionnaires à Tien-tsin, en 1870. Notre agent, par sa fermeté, parvint à vaincre toutes les influences agissant en faveur de ces mandarins. Ils furent conduits sur le lieu de l'exécution, dégradés, puis décapités. Le même agent apprit plus tard qu'ils avaient pu acheter trois misérables qui consentirent à prendre leur place, moyennant 500 à 600 francs et la promesse d'un beau cercueil, ce grand objectif d'un Chinois. Je ne sais si l'histoire est vraie; elle m'est racontée de bonne source, et le profond mépris du Chinois pour la vie la rend vraisemblable.

Ce mépris pour leur propre vie s'étend avec plus de force encore à la vie des autres. Il y a quelques années à Tsen-i, au nord de Péking, sévissait une cruelle famine; 180 malheureux périrent durant une distribution de riz faite par ordre des mandarins (1). Personne n'y fit attention. Le lendemain, en quittant la ville, nos compatriotes de la mission commerciale lyonnaise virent deux morts étendus sur le chemin, nul ne songeait à les relever. Plus loin, un pauvre diable agonisait au milieu d'une quinzaine de curieux que ce spectacle semblait fortement intéresser. Un d'eux fit tout à coup la réflexion que cette mort était prévue par les édits et exposait la ville à une forte amende. Aussitôt le moribond fut transporté au delà des limites de Tsen-i. L'intérêt remplaçait la compassion. Veut-on un fait plus indigne encore? Les journaux racontaient, il y a quelques jours, qu'un criminel condamné à mort avait été abandonné à la populace, qui, libre de choisir le genre de supplice, décida de l'enfermer dans une cage de fer et de le laisser mourir

(1) Il existe à Péking plusieurs bureaux d'assistance où l'on distribue tous les jours gratuitement du riz et du millet. Il n'est donc pas juste de dire qu'il n'existe pas de charité officielle.

de faim. La population entière, hommes, femmes, enfants, accourait comme à une fête pour se repaître des souffrances du malheureux et de son horrible fin.

Les supplices imposés aux condamnés, tout mérités qu'ils puissent être, sont en général atroces. A la mort de l'empereur Sien-Fong, plusieurs membres de la famille impériale, coupables de haute trahison, furent condamnés à mort. L'ordre était donné au bourreau de les traîner sur la place publique et là de les couper en morceaux (1). Le 12 novembre 1861, l'empereur Toung-Tché, successeur de Sien-Fong, modifia la peine à raison de la parenté des coupables avec sa famille, et leur envoya le cordon de soie jaune, réservé aux plus hauts dignitaires, en leur enjoignant de s'étrangler. L'arrêt fut ainsi exécuté et le palais retentit de la reconnaissance de la famille pour une clémence si inusitée. Cette cruauté, vis-à-vis des leurs, fait comprendre celle qu'ils montrent pour leurs ennemis. Elle n'a d'égale que leur fourberie, que leur oubli des obligations internationales tenues à honneur par tous les peuples civilisés. Faut-il rappeler ce qui s'est passé au mois de septembre 1860, alors que les alliés à la suite de la victoire de Pa-li-kaio marchaient sur Péking? Les négociations avaient abouti, il ne restait que quelques point de détail à régler. Il fut convenu entre les généraux des deux armées que des officiers français et anglais se rendraient à Toung-chao, pour y préparer les logements et les vivres nécessaires. Ces officiers, bien que le drapeau parlementaire eût été arboré et formellement reconnu, furent traîtreusement arrêtés et soumis aux traitements les plus barbares. Nos soldats racontaient qu'après les avoir roulés en cerceau, les poignets solidement attachés aux pieds, les Chinois les avaient suspendus comme des bêtes, à un fort bâton que deux hommes portaient sur leurs épaules.

Jetés ensuite dans des voitures dont les clous aigus en les meurtrissant ajoutaient à leurs souffrances, cahotés sur ces

(1) Ce mode de supplice, le *ling-chi*, était très usité. Il l'est encore. Le condamné doit être coupé en mille morceaux.

pointes, ils avaient été promenés dans les rues de Péking, où la populace les avait accablés de coups et couverts d'immondes ordures. Leurs gardiens, loin de chercher à les protéger, n'étaient occupés qu'à serrer avec des tourniquets les cordes qui liaient leurs poignets et leurs pieds et à les imbiber d'eau pour les tendre plus fortement ! Quand enfin la liberté leur fut rendue, leurs membres cerclés de blessures saignantes, la gangrène dont ils subissaient les atteintes, attestaient les tortures que les Chinois leur avaient fait subir. Les souffrances que M. d'Escayrac de Lauture nous racontait au Jockey Club, à son retour à Paris, avaient été plus navrantes encore. Sa faiblesse était telle, quand les Chinois le relâchèrent, qu'il ne put suivre ses compagnons et qu'il dut rester à l'hôpital anglais.

Nous ne pouvons que répéter, pour les Anglais, ce que nous venons d'écrire pour nos concitoyens. M. Loch, depuis lord Loch et haut Commissaire de l'Afrique australe (1), avait été envoyé par lord Elgin pour terminer les négociations ; malgré sa situation diplomatique, malgré le drapeau parlementaire qui le précédait, il partagea le sort des militaires. Fait prisonnier avec M. Bowlby, correspondant du "Times", qui l'accompagnait, ils furent dépouillés de tous leurs vêtements, promenés dans une cage de fer et conduits enfin dans un fort où ils retrouvèrent leurs camarades de captivité. Pour terminer cette triste passion, disons que sur 12 prisonniers français, les Chinois rendirent 5 vivants et 6 cadavres (2). 13 prisonniers sur 26 revinrent au camp anglais ; les autres n'avaient pu survivre aux sévices endurés (3).

(1) Lord Loch est mort récemment.

(2) Parmi les morts était M. Foullon de Grandchamps, colonel d'artillerie des plus distingués. Le capitaine, depuis général Chanoine, était parmi les prisonniers ; il réussit à s'échapper, et ce fut lui qui apporta la nouvelle du guet-apens dont ses camarades étaient les victimes.

(3) Plusieurs des Anglais moururent de la gangrène qui s'était mise dans leurs plaies ; parmi eux le lieutenant Andersen, M. de Norman, attaché à l'ambassade anglaise, et M. Bowlby. Le capitaine Brabazon et l'abbé Duluc eurent la tête tranchée ; on n'a jamais été bien fixé sur les circonstances de leur mort.

Le Chinois montre dans sa famille la même indifférence pour la vie humaine, pour les souffrances des siens. Dans nul pays au monde les infanticides ne sont aussi fréquents. Cela est vrai surtout pour les provinces du Centre et du Sud. La pauvreté, la difficulté d'élever une famille nombreuse, sont une des causes; aussi les années de famine sont-elles invariablement marquées par une recrudescence d'infanticides. Bien que la loi chinoise donne au père de famille, comme autrefois à Rome, droit de vie et de mort sur ses enfants, ce serait une erreur de croire que l'infanticide est autorisé. Les édits impériaux, les arrêtés des vice-rois le dénoncent comme un crime et menacent des châtimens les plus sévères ceux qui oseraient les enfreindre. On distribue dans les écoles des récits moraux le réprouvant; on remet chaque année des récompenses à ceux ou à celles qui ont sauvé des enfants; mais aucun effort ne peut supprimer un usage consacré par les ancêtres.

Les enfants illégitimes sont invariablement étranglés dès leur naissance, quel que soit leur sexe; mais le cas est rare et la dextérité des sages-femmes est là pour les empêcher d'arriver à terme (1).

En dehors des enfants illégitimes, l'infanticide porte principalement sur les filles, qui ne tirent pas à conséquence dans la famille chinoise. Elles n'y comptent même pas (2). Si vous demandez combien il a d'enfants à un Chinois possédant quatre fils et trois filles, il vous répondra invariablement quatre; sans se préoccuper de ces dernières. Tout Chinois désire avoir un fils qui perpétue sa mémoire, en lui consacrant après sa mort une tablette funéraire et en lui rendant les honneurs prescrits par les rites. Les filles coûtent à élever et ne rapportent rien

(1) L'avortement, bien qu'il soit aussi strictement interdit que l'infanticide par les lois, se pratique avec la plus complète impunité. A Péking, au siège même du gouvernement, les pharmaciens proclament leurs remèdes pour arrêter la maternité et leurs réclames ne le cèdent en rien à celles de nos pharmaciens annonçant leurs produits pharmaceutiques. Sur ce point, les Chinois sont à la hauteur du siècle.

(2) Cette même coutume se voit en Tartarie d'où, vraisemblablement, les Mongols l'ont introduite en Chine.



à la famille où tout se calcule par doit et avoir. C'est une marchandise dont, selon une expression chinoise, on se débarrasse toujours avec perte (1).

Il existe aujourd'hui une triste spéculation qui sauve la vie à bien des filles. Dans certains districts pauvres, grâce à l'extension des relations commerciales, elles sont vendues pour l'alimentation des maisons de prostitution, et des bateaux viennent chaque année les chercher à des époques fixes. L'infanticide a diminué dans de fortes proportions. Mais à quel prix? Les filles devenues un marchandise utile sont conservées et élevées en vue du bénéfice qu'elles peuvent procurer.

Rien n'est plus triste que la condition de la femme dans la famille et dans la société chinoises, et cette condition est assurément une des causes, sinon la cause principale de la décadence morale du pays. Partout, dit Mrs Archibald Little, qui a parcouru une grande partie de l'empire et qui le connaît à merveille, les femmes sont traitées avec le plus souverain mépris (2). "L'horrible épine qui me pique", dira un Céleste de celle qu'il a épousée. On remarquait devant un autre, le haut prix que les Européens attachent à leurs femmes. "En Europe, répondit-il, l'éducation et l'entretien d'une femme coûtent cher, il est très simple que son propriétaire y attache une grande valeur. Chez nous l'éducation d'une femme ne coûte rien, son entretien très peu, nous n'avons nulle raison de les estimer fort cher (3). Jamais une femme ne s'assoira à un repas avec son époux. "Quand un mandarin vient voir mon mari, continue Mrs Little, il semble inconscient de ma présence et bien que je me trouve à côté de lui, il affecte de ne pas me voir, de ne pas me connaître." Jamais un Chinois ne fera la cour à une femme, ne lui adressera ces mots d'amour et de tendresse si puissants sur

(1) Dans certaines régions, on tuait même toutes les filles. Les habitants trouvaient une grande économie à aller chercher leurs femmes dans les pays voisins. (Matignon, *l. c.*, p. 227.) Auprès de certains étangs, on voyait de grandes affiches interdisant d'y noyer les filles. (Douglass, *Society in China.*)

(2) *Manchester Geog. Soc.*, January 1899.

(3) Krausse, *China in Decay.*

le cœur féminin. Il baisserait dans sa propre estime s'il pouvait éprouver de semblables sentiments pour une créature aussi inférieure. Ses études, le brillant bouton qu'il a gagné, l'avenir qu'il rêve, augmentent encore chez lui le sentiment de sa supériorité. L'éducation des femmes, au contraire, est nulle. Rien ne les prépare à être les compagnes de leur mari, rien ne les prépare au rôle de mère de famille, de maîtresse de maison. Une jeune fille, une enfant est souvent fiancée à six ou sept ans. Dès ce moment, elle ira très souvent demeurer chez les parents de son fiancé. Là, elle doit une obéissance rigoureuse à sa belle-mère qui se venge sur elle des misères qu'elle a dû endurer de sa propre belle-mère. Quand le mariage s'accomplit, si elle devient mère, fait en général assez tardif chez la race jaune, si surtout elle accouche d'un fils, sa situation dans la famille s'améliore et elle peut rêver la domination qu'elle exercera à son tour sur ses belles-filles.

Dans cette situation, on ne peut s'étonner du nombre de suicides chez les femmes. L'indifférence pour la mort semble être chez les deux sexes un caractère physique et avoir comme cause première le peu d'excitabilité de leur système nerveux. On comprend qu'une jeune fille, lasse des humiliations, des dégoûts dont elle est abreuvée ; qu'une femme, dédaignée et méprisée par son mari, exposée à toutes les querelles, à toutes les difficultés d'une famille nombreuse, entassée sous un même toit, cherchent à se soustraire par la mort au supplice de la vie. L'au delà ne les arrête guère ; elles ne le comprennent ni ne s'en préoccupent. Mais ce qui étonnera autrement un Européen, c'est que le jeune fille destinée à un homme qu'elle ne connaît pas, qu'elle n'aime pas, se regarde comme liée à lui pour la vie. Si son fiancé meurt, elle prendra le deuil, elle refusera d'en épouser un autre, regardant ce mariage comme une insulte à la mémoire du premier. Elle ira même jusqu'à se suicider dans la maison de son fiancé, et cet acte méritoire lui vaudra l'honneur de reposer à côté de lui, au tombeau de la famille (1).

(1) Matignon, *l. c.*, p. 114.

Le suicide d'enfants plus jeunes encore n'est pas rare; la lassitude, le dégoût, s'emparent d'eux à un âge où la vie s'ouvre à toutes les illusions. Récemment le "North China Daily News" (1) racontait le suicide d'un certain nombre de petites filles exaspérées des mauvais traitements qu'elles subissaient dans une maison de prostitution où leurs parents les avaient placées.

Il serait facile de multiplier de semblables exemples. Il suffit de lire le récit d'un voyage ou d'un séjour en Chine pour en trouver nombre d'autres racontant la même histoire. Mais, s'ils témoignent trop clairement de la triste décadence de la race, il serait injuste de ne pas tenir compte de ses qualités. Des voyageurs ou des missionnaires qui ont eu longtemps affaire aux Célestes, les disent laborieux, dociles, sobres, économes jusqu'à l'avarice, commerçants habiles, banquiers et financiers hors de pair. Ils sont d'une extraordinaire endurance à la douleur et supportent sans anesthésiques les opérations chirurgicales les plus compliquées. Ils acceptent sans récrimination les plus durs travaux et cela pour un salaire absolument dérisoire (2). Ni le froid, ni la chaleur, ni la faim ne les arrêtent, et ils recommencent le lendemain avec la même sérénité ce qu'ils ont fait la veille. Le Chinois a peu de besoins; le luxe lui est inconnu, le bien-être lui est indifférent. Il subit la vie sans joie, il la quitte sans regrets!

L'indéniable intelligence de ces hommes, leurs talents, leur puissance de travail, ne leur profitent pas. La pauvreté, la misère la plus noire, sont le lot de l'immense majorité d'entre eux et cela au milieu des richesses agricoles et minières les plus considérables peut-être du globe (3). Avec leurs qualités, la Chine serait un pays où les habitants jouiraient d'un bien-être inconnu en Europe. La pauvreté, ils l'acceptent, cette misère

(1) 14 octobre 1896.

(2) M. Leclerc rapporte que, dans les plaines chinoises, le salaire moyen de l'ouvrier agricole ne dépasse guère 0,25 à 0,30 par jour. (*Géographie*, 1900, p. 274).

(3) *La Chine au vingtième siècle*, le *Correspondant*, 1899.

qui pèse si durement sur leur vie, ils ne cherchent pas à la secourir; l'argent, le seul but de leur existence, ils ne prétendent pas le développer. Ils repoussent, avec une horreur chaque jour plus profonde, les diables de l'Occident, leurs inventions, leurs progrès, les richesses même qu'ils leur apportent par l'exploitation commerciale et industrielle de leur sol.

Tel est l'être complexe que la diplomatie européenne a devant elle, qu'elle doit s'efforcer de faire entrer dans la grande famille des nations. Telle est l'immense, peut-être l'impossible tâche qui échoit au vingtième siècle.

### III

Il est un facteur important que l'on ne saurait omettre. Le Chinois est miné par le matérialisme, cette gangrène morale qui amène la rapide décomposition des peuples et des races en leur enlevant tout idéal élevé, toute espérance d'un avenir meilleur, glorieuse compensation des tristes jours si souvent imposés à l'homme durant sa vie mortelle! " Si par religion on entend autre chose qu'un éthique, je refuse aux Chinois toute espèce de religion, dit sir Th. Wade, longtemps consul général d'Angleterre en Chine. Ils ont sans doute un culte, ou plutôt des milliers de cultes, mais pas de foi. Ils ont des quantités d'idolâtries enfantines, dont ils sont les premiers à rire, mais dont ils ne savent pas s'affranchir."

Le docteur Matignon n'est pas moins affirmatif (1). En Chine, dit-il, il n'y a pas de religion au sens que nous attachons à ce mot. Le Chinois n'en éprouve même pas le besoin. On trouve chez lui le polythéisme, le panthéisme, mais tout se ramène au matérialisme, où se confondent les trois religions officielles de la Chine. Le Bouddhisme a pu mériter autrefois le nom de religion; mais il n'a plus que quelques vagues analogies avec la doctrine primitive de Çakya Mouni (2). Le Taoïs-

(1) *L. c.*, p. 148.

(2) Le Bouddhisme est comparativement moderne. Il a été introduit en Chine sous le règne de l'empereur Ming-ti, en l'année 67 de notre ère.

me est le matérialisme dans son développement le plus intense. Le Confucianisme apporte sans doute une morale élevée, mais comme elle est dépourvue de sanction, son action est nulle. Il ne faut donc pas chercher dans un sentiment religieux exagéré la cause du fanatisme de ce peuple singulier. Il n'en est rien. Le Céleste de sa nature est tolérant et les tristes persécutions dont nous avons été si souvent les témoins indignés tiennent à un autre ordre d'idées. Les Chinois ne comprennent pas un travail désintéressé. Ils se refusent à le voir chez les autres; et pour eux, les missionnaires sont des agents à la solde des étrangers, venus pour renverser les anciennes institutions de leur pays, pour modifier leurs lois, pour changer une organisation qui existe depuis des siècles et qu'ils regardent, dans leur profonde ignorance, comme supérieure à toutes les autres. Ils agissent dans un sens de conservatisme outré et n'acceptent aucun des progrès qui pourraient porter atteinte à leurs habitudes séculaires. Ce n'est pas à la doctrine religieuse que prêchent le missionnaires que ces hommes sont hostiles; cette doctrine leur est très indifférente; c'est aux innovations qu'elle entraîne et qu'ils ont en irréconciliable aversion.

L'esprit humain n'acceptera jamais le néant comme la seule solution de la vie. Le Chinois remplit le vide causé par l'absence de sentiments religieux par les superstitions les plus ridicules. Il ne cherche même pas à s'y soustraire, tant l'âme de la nation est saturée d'idées superstitieuses, quelque gêne qu'elles lui apportent.

Le "Fong-choué", assez difficile à définir et même à comprendre, est probablement la plus importante parmi ces superstitions (1). C'est un centre de forces, d'influences occultes très puissantes sur lesquelles le Céleste n'a que des idées très vagues, mais qui, à raison même de cette ignorance, lui inspire des craintes d'autant plus vives. La moindre perturbation apportée par des travaux, des constructions, l'intention seule de

(1) Le mot *Fong*, vent, représente l'invisible; le mot *Choué*, l'eau qui est visible.

les exécuter, suffisent pour irriter le Fong-choué, qui ne tarde pas à faire connaître son mécontentement.

Le Chinois n'hésitera pas à dépouiller un temple de ses ornements, il n'enterrera pas son père sans consulter le " Fong-choué-seichan ", celui parmi les nombreux sorciers qu'il emploie, en qui il a le plus de confiance. Il rira volontiers des figures et des crânes énormes des divinités taoïstes, il tremblera de peur, si son voisin élève un mur qui puisse contrarier le Fong-choué de sa maison (1).

Ce n'est pas seulement au Fong-choué de sa propre habitation que le Chinois a affaire, il faut encore se garder de déplaire au Fong-choué du voisin. Les ingénieurs qui ont fait les études des chemins de fer en Chine, les architectes qui ont construit les églises ou les écoles en auraient long à dire, s'ils racontaient tous les ennuis, toutes les difficultés que cette superstition leur a suscités. Heureusement, il est avec le Seichan des accommodements et le backchisch n'est pas plus inconnu en Chine qu'en Turquie.

C'est surtout au moment des enterrements que le Fong-choué joue un rôle important. Nous avons tous été élevés dans l'admiration du respect que le Chinois porte à ses ancêtres. Le Dr Matignon nous enlève cette illusion. Les honneurs rendus aux défunts le sont surtout par crainte et par calcul. L'égoïsme, le fond de la nature chinoise, se retrouve jusque dans ses vertus. L'enterrement sera différé jusqu'à ce que le Seichan ait choisi un jour propice, non au mort, mais à sa famille. L'attente est souvent longue, pour les riches surtout qui doivent une rémunération plus élevée pour une recherche plus prolongée. C'est ainsi que l'empereur Toung-tché, mort en 1875, attendit neuf mois avant que les Fong-choué-seichan les plus célèbres de l'empire eussent décidé le jour et le lieu favorables. La famille impériale, pour éviter les influences nuisibles, possède deux sépultures à égale distance de Péking, l'une à l'est, l'autre à l'ouest. Les empereurs étaient alternativement

(1) Matignon, *l. c.*, pp. 6 et suivantes.

enterrés dans l'une ou dans l'autre. Le père de Toung-tché avait été déposé dans la sépulture de l'est; selon les précédents, le fils aurait dû l'être dans celle de l'ouest. Il n'en fut rien et il repose à côté de son père. Je ne sais quelles causes décidèrent cette innovation, mais les sages Chinois ne manquèrent pas d'attribuer les guerres, les famines, les inondations, tous les malheurs, toutes les perturbations qui ont frappé l'empire depuis la mort de Toung-tché à l'irritation du Fong-choué, lésé dans ses droits, et aujourd'hui encore, de nombreux mandarins signalent cette cause étrange même dans leurs rapports officiels!

Que de superstitions semblables le matérialisme entraîne à sa suite. Il serait fastidieux même de les énumérer ici. L'affaiblissement de l'intelligence est leur conséquence inévitable.

Un autre fléau conduit la Chine à sa destruction. Le Céleste-Empire est le pays démocratique par excellence. Les seuls examens mènent aux honneurs (1). Chacun, quelle que soit sa condition, peut s'y présenter, chacun peut triompher et arriver au sommet de l'échelle sociale. Tout cela fait merveille dans une dissertation philosophique. Il n'en est pas de même dans la vie pratique. L'obtention du bouton ne donne pas l'entrée de la carrière. Cette place si enviée, il faut l'obtenir par des visites, par des cadeaux répétés aux mandarins en faveur, aux taotai, aux vice-rois, et quand le candidat est enfin arrivé au poste qu'il convoite, ses ressources sont, en général, complètement épuisées, et c'est aux fraudes, aux malversations les plus odieuses qu'il doit avoir recours pour rétablir sa fortune. On a calculé que le trésor impérial n'encaissait guère plus de 30 pour 100 des sommes payées par les contribuables (2). Ce n'est pas le gouvernement seul qui est dépouillé, les particuliers ne sont pas plus indemnes. Le mandarin militaire vend

(1) Pierre Koang, *Pratique des examens littéraires*. — P. Etienne Zi, *Pratique des examens militaires*. Ce dernier travail a mérité le prix Stanislas Julien à l'Académie des inscriptions.

(2) Krausse, *China in Decay, The Government*. — E. Young, *The Kingdom of the Yellow Robe*.

les dispenses d'appel; le juge vend ses arrêts; l'administrateur vend les places dont il dispose au dernier et plus offrant enchérisseur. Que peut devenir une race soumise à un semblable régime? L'incapacité s'ajoute à la corruption; le mandarin militaire ignore les premières notions de son métier, le juge ignore les lois qu'il est chargé d'appliquer; l'administrateur, les règles les plus simples qui le doivent guider. Les examens leur ont appris la morale de Confucius, celle de ses nombreux commentateurs. Le jeune mandarin sait par cœur les 300 règles de cérémonie, les 3,000 règles de conduite prescrites par les rites. C'est un mince bagage pour conduire les hommes. L'empire est entre les mains de lettrés incapables, le sort de millions d'êtres humains dépend d'eux, et en jetant un regard de profonde tristesse sur une semblable situation, il est impossible de ne pas reconnaître que la démocratie en Chine a achevé ce que le matérialisme avait trop bien commencé.

## IV

Les richesses accumulées par la nature en Chine, l'endurance, la puissance de travail de ses habitants donnaient à espérer que le contact avec l'Occident, la vue des progrès que l'on pouvait en attendre, l'aisance que ces progrès amenaient, frapperaient les Célestes et prépareraient la transformation, et par là le relèvement de cet immense empire. Il n'en est rien; les sociétés secrètes, cette plaie de la Chine, ne l'ont pas voulu, et les terribles événements que nous voyons entraînant la destruction, la ruine et la mort sont la réponse des Chinois aux Européens.

Les habitants de la Mandchourie n'ont aucun rapport avec ceux du Thibet, les gens de Hunan avec ceux de Kunan; tous s'unissent cependant contre nous, et 400 millions d'hommes barbares, fanatiques, animés d'une haine intense, se lèvent des profondeurs de l'Orient pour égorger les diables étrangers, pour détruire le commerce étranger, pour effacer l'influence étrangère, pour repousser tout ce qui peut rappeler une civili-



sation odieuse. Le péril jaune est grave pour les moins clairvoyants. Il jette une lueur sinistre sur le siècle nouveau. Les gouvernements de l'Europe sauront-ils mieux diriger cette guerre nécessaire pour punir des crimes sans excuse, nécessaire pour maintenir le prestige de l'Europe, qu'ils n'ont su la prévenir? Sauront-ils oublier leurs haines, leurs rivalités nationales encore envenimées par une presse passionnée, ou laisseront-ils le feu gagner, l'incendie se propager, et la guerre blanche succéder à la guerre jaune?

Telle est la redoutable question qui se pose. Ce n'est plus seulement de la Chine qu'il s'agit; c'est de nous, livrés que nous sommes à l'inconnu, demain peut-être au chaos; c'est aux événements à la résoudre, pour le bonheur ou pour le malheur des générations qui entrent dans la vie.

M. de N.



## A TRAVERS LES FAITS ET LES ŒUVRES

---

De Tien-Tsin à Pékin. — Une situation complexe. — Le problème chinois. — L'empereur d'Allemagne et la presse. — Discours de Guillaume II. — Un prédicateur impérial. — La nomination du maréchal de Waldersee. — L'assassinat du roi Humbert. — Henri de Lasserre. — Au Canada.

Depuis notre dernière chronique le voile de ténébreuse horreur qui enveloppait Pékin s'est entr'ouvert. Après des semaines d'angoisses et d'anxieuse incertitude, après avoir tremblé sur le sort des légations enfermées dans les murs de la cité infernale, après avoir tenu pour certain qu'une effroyable hécatombe avait transformé en sanglants cimetières les ambassades européennes, les puissances ont enfin reçu de la capitale chinoise des nouvelles moins tragiques. Le 8 août, à la chambre des communes anglaise, le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, M. Broderick, a lu un télégramme de sir Claude Macdonald, le représentant de l'Angleterre à Pékin, datée du 3. Cette dépêche était une réponse à un message du gouvernement, et elle se lisait comme suit :

“ J'ai reçu aujourd'hui le télégramme chiffré que vous m'avez envoyé par le ministre chinois. Le feu d'artillerie a cessé le 16 juillet, mais le feu de mousqueterie a été continué des positions chinoises occupées par les troupes du gouvernement et les Boxeurs. Depuis, les pertes ont été minimales. A l'exception d'un soldat de marine, tous les blessés se rétablissent bien. Tous les autres étrangers dans la légation anglaise sont bien, ainsi que toute la garnison.

“ Le total des pertes est 60 morts et 110 blessés. Nous avons renforcé nos fortifications. Plus de 200 femmes et enfants sont réfugiés dans la légation. Jusqu'à présent le gouvernement chinois a refusé de transmettre des télégrammes chiffrés.”

Dans une autre dépêche, sir Claude Macdonald a donné les renseignements suivants :

“ Légation anglaise Pékin, entre 20 juin et 16 juillet, a été attaquée continuellement et de tous côtés par troupes chinoises. Un feu d'artillerie et de mousqueterie a été dirigé sur la légation.”

Le correspondant du "Times" à Pékin, dont on avait annoncé la mort, et publié même la biographie, le Dr Morrison, a pu faire parvenir au grand journal anglais une lettre datée du 21 juillet, dont voici quelques extraits :

" Les hostilités ont cessé depuis le 18 juillet, mais, craignant quelque embuscade, notre vigilance ne s'est pas un instant ralentie. Les soldats chinois continuent à perfectionner leurs défenses autour de l'enceinte assiégée, mais ils ont cessé de tirer, probablement parce qu'ils sont à court de munitions. Le gros des troupes impériales a quitté Pékin pour aller à la rencontre de l'expédition de secours. . .

" Les forces qui assiègent les légations se composent des troupes impériales sous les ordres de Yung-Lu et de Tung-Fuh-Sieng, dont la bravoure est louée dans les décrets impériaux.

" Les Chinois ont miné la légation française qui n'est plus qu'un amoncellement de décombres; le ministre de France n'était pas présent, M. Pichon s'étant réfugié à la légation anglaise dès le premier jour du siège.

" Les Chinois affichèrent des avis nous promettant protection, et le soir même nous attaquèrent dans l'espoir de nous surprendre."

Le correspondant du "Times" donne ensuite la liste des pertes subies par les Européens, qui se décompose comme suit :

" 5 Anglais, 11 Français, y compris MM. Lorbert, Wagner et Gruintgens; 7 Italiens, 3 Russes, 10 Allemands, 4 Autrichiens, 7 Américains, 8 Japonais. Le nombre des blessés s'élève à 138."

La lettre se termine par ces mots: " Tous les ministres et les membres de la légation, ainsi que leurs familles, sont en bonne santé, et la santé générale est satisfaisante. Nous attendons patiemment les secours."

Ces secours se sont mis en route le 2 août. A cette date, une armée d'environ 30,000 hommes, composée de Japonais, de Russes, de Français, d'Anglais et d'Américains, est partie de Tien-Tsin. Elle a marché sur Pékin en livrant une série de combats. Le 5 août elle a mis une armée chinoise en déroute à Peitsang. Le 6 août, elle a emporté une forte position chinoise à Yang-Tsung. Et enfin, le 15 août elle est entrée dans Pékin dont l'impératrice douairière et l'empereur de Chine étaient partis, et elles ont délivré les légations. Cette nouvelle a fait cesser le cauchemar qui, depuis six semaines, oppressait tous les cœurs.

\* \* \*

Et maintenant, une question s'impose irrésistiblement à quiconque suit de près tous ces événements si graves : A qui les puissances alliées font-elles la guerre en ce moment ? Est-ce à la Chine et à son gouvernement ? Oui, sans doute, puisque 30,000 soldats de l'alliance internationale ont marché contre la ville impériale, contre la capitale du Céleste Empire. Mais en même temps, regardez à Paris, à Londres, à Washington. Les ambassadeurs chinois sont à leur poste. Ils ont des entrevues avec les ministères des affaires étrangères ; ils continuent à représenter la Chine auprès des gouvernements anglais, français et américain ; ils n'ont pas demandé et ils n'ont pas reçu leurs passeports ; en un mot les relations diplomatiques ne sont pas interrompues entre la Chine, l'Europe et l'Amérique. Ce n'est donc pas l'état de guerre. Et cependant on s'est battu à Tien-Tsin, on s'est battu sur les rives du Pei-Ho, et les légations ont été assiégées dans Pékin. Dans les conseils de l'empereur chinois les notes aux puissances, pleines de protestations pacifiques et de regrets, succèdent aux édits engageant les Boxeurs à continuer leurs loyaux et patriotiques services et à exterminer les chrétiens. Étrange et complexe situation !

Dans tous les cas, qu'elles combattent contre des hordes révoltées ou contre l'empire chinois lui-même, les puissances devront accomplir leur tâche avec une inflexible énergie. Il faut que les égorgeurs de chrétiens et les fauteurs de massacres reçoivent un châtement exemplaire.

\* \* \*

Si tous les chefs d'État sont déterminés comme l'empereur d'Allemagne, la répression ne laissera rien à désirer. Le 27 juillet, une partie du corps expéditionnaire allemand s'embarquait pour la Chine à Bremerhaven. Guillaume II a adressé aux troupes une allocution dans laquelle il a déclaré que " toute civilisation qui n'a pas pour base le christianisme est destinée à périr ". Exhortant ensuite ses soldats à faire tout leur devoir, il s'est écrié :

" Nous vous envoyons pour que, par vos capacités, votre dévouement, votre bravoure, vous puissiez gagner de l'honneur et de la gloire pour nos armes et notre drapeau. Il vous faudra donner l'exemple de la discipline, de la maîtrise de soi-même. Vous aurez à combattre un ennemi bien armé.

“ Il vous faudra venger la mort non seulement de notre ambassadeur, mais de beaucoup d'Allemands, de beaucoup d'Européens.

“ Quand vous serez devant l'ennemi, sachez qu'il n'y a pas de pardon et qu'on ne fera pas de prisonniers. . .

“ Puisse, après mille années, le nom de l'Allemagne être si connu en Chine, qu'aucun Chinois n'ose plus même regarder de travers un Allemand.”

Ces paroles, empreintes d'une sinistre solennité, ont produit une profonde émotion en Europe. La presse des différents pays a paru trouver en général que l'empereur allemand n'avait pas assez maîtrisé ses sentiments et son langage dans cette occasion. On a estimé, suivant les expressions de l'“ Univers ”, qu'il n'est guère digne du chef d'un grand peuple, du souverain d'une nation chrétienne et civilisée, de tracer impérativement à ses soldats le programme d'une guerre implacable et sans merci, toute de vengeance et d'extermination.”

Sans doute le jeune empereur est parfois excessif dans ses paroles et dans ses actes. Mais, en dépit de ses défauts, on ne saurait nier qu'au milieu du personnel présent des conducteurs de peuple, il n'apparaisse environné d'un prestige particulier. Indépendamment de sa couronne et de sa puissance prodigieuse, il est quelqu'un. Il y a en lui du vouloir, du souffle et de la foi. Les journaux allemands rapportent que dimanche, le 29 juillet, à bord de son yacht le “ Hohenzollern ”, l'empereur a lui-même prononcé une sorte d'homélie religieuse devant ses officiers et son équipage. Il avait pris pour texte le verset 2 du chapitre 17 de l'Exode: “ Et lorsque Moïse leva la main, Israël l'emporta; mais lorsqu'il baissa la main Amalec fut victorieux.” L'impérial prédicateur fit une éloquente description de la scène sur la montagne, lorsque Moïse, Aaron et Hur priaient en haut pendant qu'on se battait en bas.

“ Qui ne comprend, s'est écrié Guillaume II, ce que cela veut dire? Les Amalécites se sont de nouveau soulevés en Asie, cherchant à barrer la route au commerce européen et à l'intelligence européenne, cherchant à enrayer les progrès triomphants de la moralité chrétienne et de la foi chrétienne. Et une fois de plus la parole de Dieu a retenti: “ Choisissons nos hommes et allons nous battre contre Amalec!” Une lutte terrible et sanglante s'est engagée. Quelques-uns de nos frères sont partis. D'autres vont suivre vers le rivage hostile et lointain.”

L'empereur a ensuite montré combien il serait honteux de rester spectateur inerte d'une bataille engagée par d'autres.

“ Ce serait là, a-t-il déclaré, la répétition de la parole terrible de Caïn : “ Suis-je donc le gardien de mon frère ? ” Non, jamais ! Nous mobiliserons non seulement des bataillons de guerriers, mais aussi des colonnes de suppliants. Car nous avons à prier pour nos frères qui sont partis se battre. Nous avons à prier pour que leurs bras châtient les assassins ; nous avons à prier pour que leurs poings s'abattent au milieu de la cohue hurlante. Lorsque Moïse leva la main, Israël l'emporta. Dieu n'a pas retranché une syllabe de ses promesses. Aujourd'hui encore la bannière du dragon peut être précipitée dans la poussière et la bannière de la croix plantée sur les remparts.”

Guillaume II a terminé par cette émouvante invocation :

“ Dieu puissant ! grand maître des batailles ! nous élevons les bras pour t'invoquer. Protège les vies de nos enfants ! Mène-nous à la victoire ! Nous recommandons à ta bonté les malades et les blessés ; sois leur consolation et leur force ! Cicatrise les blessures qu'ils recevront pour leur Dieu et pour leur pays ! Tiens-toi près d'eux dans leurs derniers combats et endors-les dans leur dernier sommeil ! Dieu bon, Dieu juste, nous avons confiance en toi ! Conduis-nous, car c'est en ton nom que nous levons nos étendards ! Dieu magnanime, bénis-nous ! Ainsi soit-il ! ”

On dira ce que l'on voudra ; mais nous trouvons que cette prière publique, cette prédication solennelle, ce cri d'appel à Dieu poussé par l'un des plus puissants souverains du monde sont un spectacle grandiose et un enseignement magnifique. Guillaume II n'est pas un roi vulgaire !

\* \* \*

Un de ses derniers succès a été la nomination du feld-maréchal de Waldersee comme généralissime des troupes internationales en Chine. L'empereur allemand a proposé le maréchal aux puissances, qui l'ont accepté les unes après les autres, la Russie d'abord, puis ensuite la France, un peu à contre-cœur, paraît-il, puis l'Autriche, l'Italie, les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon. Le comte de Waldersee est âgé de 68 ans. Il est entré dans l'armée à l'âge de 18 ans, en 1850. Il fut attaché à l'état-major en 1865, fit la campagne d'Autriche

en 1866, et y gagna le grade de major, occupa le poste d'attaché militaire de l'ambassade de Prusse à Paris, fit la campagne de France en 1870-71, et fut élevé au grade de colonel. Il devint chef d'état-major général du 10e corps, major-général en 1876, quartier-maître général de l'état-major en 1881, enfin successeur du célèbre Moltke comme chef d'état-major général en 1888. Il a été promu récemment au grade de feld-maréchal. Il a épousé en 1874 la veuve du prince Frédéric de Sleswig-Holstein-Frederbourg-Augustenbourg, une Américaine, née à New-York en 1837.

Sa nomination comme généralissime a été généralement bien accueillie, excepté en France, où elle a soulevé une tempête contre le gouvernement Waldeck-Rousseau qui l'a acceptée. Les journaux nationalistes et républicains modérés ont fait entendre les plus violentes protestations. "L'Echo de Paris", "la Libre-Parole", "l'Intransigeant", "le Gaulois", "l'Autorité", "le Petit Journal" se sont distingués par l'énergie de leurs articles. Voici un extrait de l'article de Paul de Casagnac :

"Après le déluge de calomnies que notre gouvernement a laissé proférer contre notre armée, ce serait espérer trop que de s'attendre à ce qu'un de nos généraux fût appelé au commandement des forces internationales; mais notre gouvernement aurait au moins dû agir de façon à ce que l'honneur de cette nomination revint à notre alliée, la Russie, ce qui aurait épargné à nos soldats la peine de servir sous les ordres de l'un de nos conquérants de 1870."

De son côté, l'"Echo de Paris" attaque violemment le gouvernement à propos de son acquiescement à la nomination du maréchal de Waldersee et dit que la France aurait dû nommer le général de Négrier au commandement des forces françaises opérant sur les rives du Peiho et obtenir l'approbation des autres puissances à sa nomination comme généralissime. Mais la "Libre Parole" déclare que le gouvernement a peur des grands noms militaires. "Le général de Négrier, on le sait, dit le journal de M. Drumont, avait demandé à servir en Chine. Dans ce cas, Négrier aurait été le généralissime tout désigné et les autres nations se seraient inclinées devant ce choix.

"Négrier avait contre lui de jouir d'une grande popularité parmi les soldats. Le gouvernement a pensé que ce chef, jeune encore, actif, robuste, serait bien capable de s'illustrer par quelque glorieux fait d'armes; et il a eu peur.

“ C'est toujours la même chose depuis vingt ans.

“ La peur de la gloire, dans ce pays qui a été jadis possédé par la folie de la gloire, est devenue une tradition, une politique, un système de gouvernement. Les mercenaires de bas étage qui dirigent la France, s'affolent à la seule idée qu'un événement quelconque, une guerre, une simple expédition coloniale pourrait faire surgir une personnalité qui trancherait un peu sur la médiocrité générale.

“ La plus illustre victime de cette jalousie inquiète et basse, qui est la caractéristique et comme la marque de fabrique du régime actuel, fut sans contredit l'amiral Courbet.”

Il nous paraît évident que cet épisode n'est pas de nature à consolider le ministère.

\* \* \*

L'Angleterre voit avec ennui la lenteur des opérations dans l'Afrique du Sud. Quand cette longue campagne finira-t-elle? Depuis un mois les hostilités dans l'Etat libre et le Transvaal peuvent se résumer comme suit: marches, contre-marches, escarmouches, surprises, poursuite d'un ennemi insaisissable, et aucun résultat décisif. Dewet, poursuivi par Kitchener et Methuen, leur a constamment échappé jusqu'ici. Il semble incarner dans sa personne le génie des deux républiques expirantes. Cependant il nous semble que petit à petit la résistance des Boërs faiblit. Plusieurs milliers de burghers ont été désarmés. Ils ont perdu quelques-uns de leurs meilleurs généraux. Pourront-ils tenir longtemps la campagne?

La nouvelle la plus importante des dernières semaines a été la découverte d'une conspiration à Prétoria. Il s'agissait de tuer tous les officiers anglais et de faire lord Roberts prisonnier. Les conspirateurs étaient au nombre de quinze environ. Dix d'entre eux ont été arrêtés. Leur plan était de mettre le feu à la partie ouest de la ville, dans l'espérance que les troupes seraient concentrées à cet endroit. Les conspirateurs devaient entrer ensuite dans toutes les maisons occupées par les officiers anglais et tuer les occupants, pendant que quelques-uns s'empareraient de lord Roberts et le transporteraient au “ commando ” le plus voisin. Cette affaire a fait sensation.

\* \* \*

Il y a eu le 27 juillet, dans la chambre des lords en Angle-



terre, un débat important au sujet des défenses de l'Angleterre en cas d'invasion. C'est lord Wemyss qui l'a soulevé en posant une question à lord Salisbury. Il a demandé au premier ministre s'il avait reçu des renseignements confirmant l'opinion de l'un des attachés militaires anglais qui dit qu'il est d'une importance capitale pour l'Angleterre d'être inattaquable au mois de novembre prochain. " La situation européenne, a-t-il ajouté, est-elle moins alarmante que lord Salisbury la voyait le 9 mai, au moment de la réunion de la ligue Primerose ?

" Lord Salisbury s'est-il convaincu que les moyens de défense de l'Angleterre soient tels que toute tentative d'invasion soit impossible ?

" Lord Salisbury, s'il n'en est pas convaincu, prendra-t-il les mesures nécessaires contre la possibilité d'une invasion heureuse ? "

Lord Salisbury a répondu en disant que l'orateur précédent n'avait pas le droit de citer des lettres de cet attaché ; qu'il n'avait jamais entendu parler de l'avertissement en question, et que la seule particularité du mois de novembre qui fût, d'après lui, à appréhender était la chute d'une collection d'étoiles filantes. Parlant de son discours du 9 mai, le premier ministre a prononcé les paroles suivantes :

" Je n'indiquais aucun danger immédiat ; je me suis gardé avec soin de paraître laisser sous-entendre qu'il y eût quoi que ce fût, dans l'attitude des gouvernements étrangers, qui pût causer quelque appréhension.

" J'insistais auprès de mes compatriotes pour qu'ils considérassent en général les devoirs qui sont imposés à toute nation. Je les engageais à comprendre que, sans changement révolutionnaire soudain, mais par la concentration soutenue de leur esprit sur un danger spécial à la génération actuelle, ils devaient amener graduellement la nation à accomplir les devoirs d'une défense qui incombent aux autres nations et qui pèsent peut-être moins lourdement sur l'Angleterre, à cause de sa position.

" Je mets au défi quiconque a lu mon discours, d'y trouver que j'y parle de quelque danger immédiat et pressant, ou de précautions qu'il fallait adopter sur-le-champ.

" Naturellement je ne puis pas prouver qu'il n'y a pas de danger sans que lord Wemyss me signale dans quelles circonstances et de quel côté ce danger se trouve.

" Il est nécessaire, dans ces matières, de s'en rapporter au témoignage des experts qui ont toute notre confiance. J'ai à m'en rapporter aux assurances de ces experts ; mais, autant que

je puis m'en rendre compte, notre système de défense est dans une situation aussi satisfaisante qu'il a jamais été. Je ne prétends pas avoir exactement moi-même tous les détails; mais autant que j'ai pu en juger personnellement, nos moyens de défense sont absolument satisfaisants et de nature à nous donner assez de confiance dans l'avenir. Je nie que toute tentative pour développer ou renforcer notre système de défense ait prouvé son insuffisance.

“ Le gouvernement répudie la suggestion qu'il n'a pas pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité contre la possibilité d'une invasion heureuse, invasion qui a été rêvée une fois seulement par Napoléon et à laquelle aucune puissance étrangère ne rêve comme une chose qui soit du domaine du possible.”

Lord Roseberry a fait ensuite ces importantes déclarations, en réponse à lord Salisbury :

“ Personne ne peut mettre le pied sur le continent sans se rendre compte que l'Angleterre est environnée par une atmosphère de haine sans parallèle dans son histoire.

“ Si telle est la situation — et toute personne qui a mis le pied sur le continent n'a pu s'empêcher de reconnaître qu'elle a été exactement décrite — les conclusions de lord Salisbury à cette occasion étaient absolument en désaccord avec la situation. On dit qu'on nous déteste seulement parce que nous sommes forts. Supposons que nous soyons détestés et que nous ne soyons pas si forts? Sur quoi notre force est-elle basée? Quelle assurance avons-nous que nous sommes si forts?

“ Quelques mots rassurants, basés sur la connaissance d'experts au sujet de notre état de préparation pour des éventualités qui peuvent se produire cette année ou l'année prochaine, seraient une profonde consolation.

“ En aucune occasion, pendant que lord Lansdowne développait le projet de mesures militaires, lord Wolseley n'a été présent pour nous donner le poids de ses assurances.

“ Une phrase de lord Wolseley, nous assurant que nous étions largement préparés en présence de faits connus, de la haine des nations de l'Europe, de l'absorption des ressources de l'Inde et des ressources de la métropole, de l'accroissement de nos responsabilités engendré par les événements d'Extrême-Orient, une seule phrase de lord Wolseley aurait été plus satisfaisante que toutes les assurances de lord Salisbury, de lord Lansdowne et du duc de Devonshire. Il peut se produire en

automne une convulsion politique, et avant que cet événement se produise, il faudrait que nous connussions l'opinion de ces experts qui rassurent tant le marquis de Salisbury."

Ce débat indique que les hommes d'État anglais ne sont pas sans songer aux périls qui peuvent menacer la puissante Albion, et qu'ils n'entendent point qu'elle soit prise au dépourvu. Lord Roseberry plus pessimiste, lord Salisbury moins alarmiste, sont en dissidence plutôt par le ton que par le fond de leurs discours.

A la chambre des communes, M. Chamberlain a pris texte de certains documents trouvés par lord Roberts dans les archives à Bloemfontein, pour prononcer des paroles destinées à intimider l'opposition. Des députés libéraux avaient, paraît-il, écrit, avant le commencement de la guerre, des lettres dans lesquelles ils traçaient aux Boërs, sous forme d'avis, une sorte de programme à suivre. Trois membres du parlement auraient écrit de ces lettres. Le secrétaire d'État pour les colonies a fait à ce sujet, la déclaration suivante :

"Le point le plus intéressant de cette correspondance était une sorte d'admission générale de griefs de la part de l'Angleterre et de la nécessité d'opérer des réformes dans le Transvaal. Mais les auteurs des lettres suggéraient que le président Krüger pourrait ne faire que des concessions temporaires et attendre qu'une réaction se produise en Angleterre.

"Je ne puis évidemment donner un avis légal sur le point de savoir si cette correspondance constitue une trahison; mais, quant à moi, si j'estime qu'il n'y a pas là de trahison proprement dite, j'estime néanmoins que ces lettres n'auraient pas dû être écrites par des sujets anglais, quand le gouvernement de Sa Majesté était engagé dans des négociations difficiles et importantes. Je me propose, en conséquence, d'envoyer ces lettres en premier lieu aux députés dont il s'agit et de leur demander s'ils ont l'intention de fournir une explication quelconque. Le gouvernement de Sa Majesté attendra d'avoir reçu leurs réponses pour décider s'il y a lieu ou non de publier la correspondance en question."

Ici un vif incident s'est produit. Un député libéral, M. MacNeill, s'est écrié :

"A-t-on trouvé dans les archives une copie de la correspondance Cecil Rhodes-Chamberlain.

"M. Chamberlain. — Non, monsieur, parce que cette cor-

respondance n'existe pas. (Vives protestations sur les bancs de l'opposition. Applaudissements ministériels.) Cette correspondance n'a jamais existé. (Nouvelles protestations et nouveaux applaudissements.)

“ M. MacNeill. — Pourquoi ne la produisez-vous pas? (Rires.)

“ M. Chamberlain. — Il n'y a rien a produire. (Rires et applaudissements.) ”

Quoique cette diversion ait gâté une peu l'effet cherché par M. Chamberlain, il est incontestable que la découverte des lettres en question place les députés qui les ont signées dans une position désagréable. M. Labouchère, directeur du “ Truth ”, est un de ceux-là.

\* \* \*

L'Italie officielle est en deuil. Le roi Humbert a été assassiné à Monza, par un socialiste nommé Angelo Bressi. Il était âgé de 56 ans et régnait depuis 22 ans.

Ce meurtre a produit dans le monde entier une vive émotion. On s'est demandé si l'on était en présence d'un crime isolé, ou d'un assassinat concerté, suivant et précédant d'autres attentats du même genre et décrété par les mêmes hommes.

Quelle fin tragique que celle de ce prince, continuateur de l'usurpation paternelle à Rome, sentinelle royale de la Révolution italienne auprès du domaine pontifical volé à son souverain légitime! Et quel admirable spectacle que celui du Pontife prisonnier, de Léon XIII, s'agenouillant au milieu de la nuit et priant pour l'âme de celui qui fut son geôlier! Le pardon du Pape est descendu sur la tombe du roi tué par la balle d'un adepte de cette Révolution qui a poussé au Quirinal la dynastie de Savoie. Léon XIII a permis que la victime fût conduite à sa dernière demeure entourée des prières de l'Eglise. C'est ainsi que se venge le Pape.

A Humbert Ier succède son fils Victor-Émmanuel III. Le nouveau roi est né en 1869. Il a épousé en 1896 la princesse Hélène de Monténégro. Il n'a pas encore d'enfant. L'héritier présomptif du trône est donc actuellement le fils aîné du deuxième fils de Victor-Émmanuel II: Amédée, duc d'Aoste, né lui aussi en 1869, et qui a épousé en 1895 une autre Hélène, fille du comte de Paris. Nous empruntons à un journal français ces détails sur le nouveau monarque:

“ Victor-Emmanuel III reçut une solide éducation militaire. Il fut appelé d'abord à commander la garnison de Naples, puis la division de Florence.

“ On se rappelle que c'est de ce dernier poste qu'il accourut au Quirinal, à la nouvelle du désastre d'Adoua, pour supplier son père de renvoyer M. Crispi. Le roi Humbert infligea à son fils vingt-quatre heures d'arrêts pour avoir quitté son poste sans permission, mais il fit droit à sa requête.

“ Le nouveau roi parle parfaitement le français, l'anglais et l'allemand, et est très épris des choses d'art et de littérature. Il a une véritable passion pour les monnaies et les médailles, et possède une des plus belles collections que l'on puisse voir dans ce genre.

“ Victor-Emmanuel III n'a été mêlé jusqu'ici que fort incidemment à la politique de l'Italie. De petite taille, mince d'allures, mais robuste et passionné pour les choses de sport, il s'est surtout consacré à son métier de soldat.”

Le fils du malheureux Humbert monte au trône sous de tristes auspices. Et de sinistres nuages assombrissent l'horizon italien à l'aurore du nouveau règne.

\* \* \*

Au sujet de l'assassinat du roi Humbert, la franc-maçonnerie a voulu faire entendre une protestation hypocrite. Le grand maître de la secte en Italie a publié cette déclaration :

“ Au nom de la maçonnerie italienne qui a tout crime en horreur et particulièrement la scélérate aberration de l'assassinat politique, violatrice de la loi morale, de la sainteté de la vie humaine, et barrière féroce à tout progrès légitime ; au nom de l'association qui puise dans son patriotisme les règles propres à atteindre ses fins humanitaires, veuillez exprimer à la famille royale notre chagrin, notre profonde douleur pour le barbare assassinat qui a tronqué la vie de l'époux, du père, du chef de l'Etat, du roi d'Italie.

“ Ernest Nathan

“ Grand maître de la maçonnerie italienne.”

La secte qui a fait assassiner Rossi et tant d'autres illustres victimes aurait été mieux inspirée en gardant le silence. Comme réponse à cette impudente manifestation, un journal a publié la lettre suivante, dont l'auteur a été l'un des fétiches de la franc-maçonnerie :

“ Mon cher Pyat,

“ L’assassinat politique, voilà le secret pour mener la révolution à son but final. Les souverains appellent assassins les amis du peuple. Les vrais républicains, tels que Agésilas Milano, Pietri, Orsini, Pianori, Monti et Tognetti ont été autrefois qualifiés d’assassins. Ce sont aujourd’hui des martyrs vénérés du peuple! Hœdel, Nobiling, Moncasi, Passanante, Solovieff, Oterc, Hartmann et ses compagnons sont les vrais précurseurs du règne de la “ future République sociale.”

“ C’est le maudit clergé qui est le véritable assassin; c’est lui qui a conduit le progrès sur le bûcher et qui assassine encore par le mensonge.

“ Qu’on déporte le clergé en Sibérie, mais non les valeureux compagnons de Hartmann (!!!)

“ Tout vôtre,

“ Garibaldi.”

Manifestement le sieur Nathan a du toupet, pour s’exposer à de telles exhumations!

\* \* \*

Les lettres françaises ont eu récemment à déplorer la perte d’Henri Lasserre. L’illustre auteur de ce livre immortel, “ Notre-Dame de Lourdes ”, était âgé de 72 ans. C’était un écrivain de marque, un polémiste redoutable, un maître prosateur. On a de lui: “ l’Esprit et la chair ”, “ le Treizième apôtre ”, “ les Serpents ”, “ l’Évangile selon Renan ”, “ De la réforme du suffrage universel ”, “ Notre-Dame de Lourdes ”, “ les Episodes miraculeux ”, “ Vie de Bernadette ”, “ Mgr Peyramale ”, etc. Sa préface de l’ “ Homme ” d’Ernest Hello est un chef-d’œuvre. Quant à sa “ Notre-Dame de Lourdes ”, la plupart de nos lecteurs savent que c’est un livre d’une suprême beauté. Que d’âmes il a remuées, éclairées, consolées, fortifiées, rendues meilleures. Cette œuvre sera la couronne d’Henri Lasserre dans l’éternité.

Hélas! les dernières années de ce brillant artiste et de ce catholique vaillant ont été attristées par une épreuve, dont il n’a pas su profiter autant que l’auraient souhaité pour lui ses admirateurs. Il avait entrepris la publication d’une traduction en français des Évangiles. Cette traduction fut mise à l’Index. Il faut un sens théologique bien profond pour toucher sans péril

au texte sacré! Henri Lasserre se soumit; mais cette condamnation, à laquelle n'ont pas échappé parfois des évêques et des docteurs, remplit son cœur d'une amertume qu'il laissa trop librement déborder. On voudrait effacer du soir de cette noble vie ces ombres qui en altèrent la sérénité. Elles n'ont pu, cependant, faire oublier tant d'intrépides combats, tant de pages glorieuses qui ont fait d'Henri Lasserre l'un des écrivains catholiques les plus éminents de notre âge.

\* \* \*

Au Canada les rumeurs électorales sont à l'ordre du jour. Quoiqu'aucune annonce officielle n'ait encore été faite, l'opinion générale est qu'elles auront lieu en octobre. Les quatre ministres absents en Europe, MM. Tarte, Davies, Blair et Fielding, sont arrivés au pays. Sir Charles Tupper, le chef de l'opposition, a hâté son retour pour commencer la campagne. De part et d'autre on se prépare à la bataille. De nombreuses assemblées publiques sont annoncées pour la fin d'août et le commencement de septembre. Tout cela sent la poudre.

Une grande convention acadienne a eu lieu à Arichat, dans l'île du Cap-Breton, le 15 août et les jours suivants. Elle semble avoir eu un grand éclat. Sir Wilfrid Laurier et beaucoup de citoyens éminents de la province de Québec y assistaient. On y a exprimé le vœu qu'un évêque appartenant à la race acadienne fût nommé à la première occasion favorable.

La province de Québec a reçu de bonnes nouvelles de Paris. Une dépêche annonce que " nous avons obtenu les grands prix pour l'enseignement primaire, les céréales, beurre, fromage et mines. Aussi pour chasse."

Le câblegramme ajoute que nous pouvons attendre des nouvelles d'autres récompenses.

C'est un beau succès pour notre province.

Ths Chapais.

Québec, 25 août 1900.

## A TRAVERS LES LIVRES ET LES REVUES

---

L'ancienne maison CH. DOUNIOL, maintenant propriété de M. P. TÉQUI, ne reste pas en arrière. Voici les **Apparitions et guérisons de Lourdes** divisées en chapitres pour servir de lectures pour le mois de Marie, par un prêtre du clergé de Paris. 1 vol. in-12, prix 50 cts. Ce livre nous arrive un peu tard pour le mois de mai, mais la lecture en est toujours attrayante et, tout en nous intéressant, servira à enflammer nos cœurs d'un nouveau feu pour notre mère bien-aimée.

Puis voici **le P. Gratry**, sa vie et ses œuvres, par le cardinal Perraud. 1 vol. in 12, prix 85 cts. Belle figure de prêtre que nous avons tous aimé et admiré dans notre jeunesse et que l'auteur a admirablement photographié sous tous ses aspects.

Enfin un petit livre très utile tiré des œuvres de saint Alphonse de Liguori intitulé : **la Providence dans les calamités publiques**. 1 vol. in-32 à 25 cts.

La librairie Victor Lecoffre a mis en vente, ces jours derniers, un intéressant petit opuscule sur **le Drame de la Passion à Oberammergau**. Etude historique et critique par Georges Blondel. Un vol. in-18 contenant des renseignements pratiques, un plan de théâtre et deux cartes. Prix 30 cts.

Signalons encore un autre opuscule contenant une conférence de M. Claude-Charles Charaux, intitulée : **le Caractère national et le génie de la France**. L'auteur avait donné cette conférence à Grenoble et en Lorraine, mais elle méritait d'être connue plus au loin et on a eu la bonne pensée de la mettre en brochure. Tous ces volumes sont en vente à la librairie C. O. Beauchemin et fils, à Montréal.

\* \* \*

**La Vie de la bienheureuse Marguerite-Marie**, religieuse de la Visitation Sainte-Marie, par le P. Croiset, S. J. Le mémoire de la bienheureuse.—Le décret de béatification avec une introduction par le P. Daniel, de la même Compagnie. Un volume in-18 de xxxi-278 pages, nouvelle édition. Prix : 38 cts. Librairie Ch. Douniol, 29, rue de Tournon, à Paris, et chez C. O. Beauchemin et fils, à Montréal.

A mesure que se développe et s'épanouit dans l'Église la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus, les historiens se multiplient pour mettre en relief la vie et les vertus de l'humble Visitandine de Paray, qui en fut l'instigatrice et l'apôtre. Mais aucun d'eux n'a fait oublier le charme qui s'attache aux écrits des La Colombière, des Croiset, des Galiffet. La Compagnie de Jésus n'avait-elle pas reçu comme une mission parallèle à celle de la bienheureuse ? Le P. Croiset apparaît dès la première heure à ses côtés, il l'interroge, il reconnaît " qu'il n'y a que Dieu seul qui peut lui donner toutes les connaissances qu'elle a " : quand il s'éloigne de Paray, il a soin d'entretenir une correspondance suivie qui lui permet de lire au fond de cette âme privilégiée, d'en apprécier la haute et très exceptionnelle sainteté. Est-il étonnant que sa vie de la bienheureuse, si abrégée qu'elle soit, garde une saveur, un goût de terroir, un parfum d'antiquité, une onction que le temps n'a pas effacés !



\* \* \*

**Les Bienheureux de la Société des Missions Étrangères et leurs Compagnons.** 1 vol. in-12 de 360 pages. Librairie Ch. Douniol, 29, rue de Tournon, à Paris, et chez C. O. Beauchemin et fils, à Montréal. Prix : 85 cts.

Le 27 mai dernier, le Souverain Pontife procédait à la béatification de quelques-uns de ces héroïques missionnaires et d'un grand nombre de leurs fidèles, qui de 1798 à 1856 sont tombés sous le glaive des tyrans de Cochinchine, du Tonkin, de la Chine en prêchant le nom de Jésus-Christ et en pratiquant sa doctrine.

Un prêtre de la Société des Missions Étrangères, connu par ses doctes travaux et deux fois lauréat de l'Institut de France, a écrit leur vie. Personne n'était plus qualifié que le P. Adrien Launay pour entreprendre ce travail. Chercheur infatigable, écrivain élégant et vigoureux, esprit sûr et modéré, il avait toutes les qualités pour nous offrir un livre plein de charme, de vie, et en même temps exact et précis. Ce sont bien en effet les qualités que l'on retrouve en cet ouvrage édité avec élégance par la librairie Téqui.

\* \* \*

**Julien l'Apostat**, par Paul Allard.—Tome premier. La société au IV<sup>e</sup> siècle.—La jeunesse de Julien.—Julien César. Un volume in 8°. Librairie Victor Lecoffre, à Paris, et chez C. O. Beauchemin et fils, à Montréal. Prix : \$1.50.

On n'avait pas de biographie complète et tout à fait impartiale de ce personnage énigmatique. L'auteur de l'*Histoire des Persécutions* a voulu combler cette lacune. Le volume qui vient de paraître se divise en quatre livres : le tableau du paganisme au milieu du IV<sup>e</sup> siècle, celui de la société romaine à la même date, le récit de la jeunesse et de l'éducation de Julien, le récit de son élévation au rang de César et de ses campagnes en Gaule. Ainsi comprise, l'histoire de Julien se déroule dans son milieu, patiemment et exactement reconstitué. On se sent en plein IV<sup>e</sup> siècle. Écrite par un auteur familier avec tous les documents anciens et au courant des plus récents travaux de la critique moderne, la vie du futur restaurateur du paganisme ressuscite vraiment à nos yeux. Ce premier volume, qui forme un tout complet et que suivra prochainement un second, offre un puissant intérêt et à beaucoup d'égards paraîtra tout à fait neuf.

\* \* \*

**Un outre-mer au XVII<sup>e</sup> siècle**, voyages au Canada du baron de La Hontan. Un vol. in-16. Librairie Plon, Nourrit et Cie, à Paris, et chez C. O. Beauchemin et fils, à Montréal. Prix : 85 cts.

L'attention de l'Europe et du monde se tourne à cette heure vers l'ancienne terre française du Canada ; l'or du Klondyke fait surgir des cités et la vie la plus ardente dans des contrées désertes et glacées ; la *Prairie* de Cooper devient l'immense champ de blé du Manitoba. L'étude des origines de ce pays, où se prépare peut-être " la France américaine de l'avenir ", présente donc un vif intérêt d'actualité. M. François de Nion, qui joint à d'éminentes qualités d'écrivain et de romancier le goût de l'érudition, a retrouvé et fait paraître à la librairie Plon les lettres et récits de voyage d'un gentilhomme gascon, un des premiers pionniers de cette terre si neuve et dont l'histoire est cependant déjà si ancienne dans les fastes de la France. **Un Outre-mer au XVII<sup>e</sup> siècle, Voyages au Canada du baron de La Hontan**, tel est le titre de ce curieux ouvrage, que M. de Nion publie avec une introduction et des notes. Ce livre a non seulement un singulier attrait rétrospectif, mais encore il a le mérite de commenter le présent et de faire pressentir l'avenir par le passé.